

# imprecor

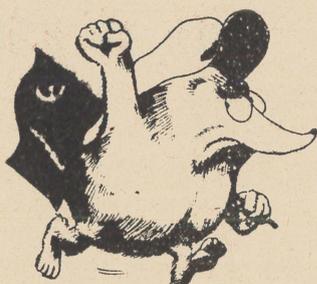
correspondance de presse internationale

bimensuel, n° 58, 23 septembre 1976

30fb, 4ff, 2,5fs

## CHINE: APRES MAO





## rouge

ABONNEZ-VOUS ! Tarif des Abonnements :

	Normal	Collectivités	Etranger
1 an	300 ff	200 ff	500 ff
6 mois	150 ff	100 ff	250 ff
3 mois	80 ff		130 ff

Chèque à l'ordre de : Daniel Bensaïd, sans aucune autre mention.

Eviter les mandats internationaux.

Par Avion et sous pli fermé, écrire au journal.

S. P. N. Service Abonnement.

2 rue Richard Lenoir, 93 100 MONTREUIL

**quotidien communiste  
révolutionnaire**

## SOMMAIRE

CHINE	
Après la mort de Mao, une nouvelle phase de la lutte politique	
Livio Maitan	p. 3
AFRIQUE DU SUD	
L'unité des non-européens	
Langa	p. 10
ANGOLA	
Où en est l'Angola ?	
C. Gabriel	p. 13
ESPAGNE	
Lettre de prisonniers politiques	p. 17
LIBAN	
Quels choix pour la Résistance palestinienne ?	
Selim Accaoui	p. 18
TUNISIE	
Vers des luttes de grande ampleur	
M. Azez & A. Malik	p. 22
SRI LANKA	
La crise du régime Bandaranaike	
Bala Tampoe	p. 27
BOLIVIE	
Les mineurs boliviens ont perdu une bataille	
S. Fernandez	p. 28
ARGENTINE	
Libérez Paez ! Libérez les prisonniers politiques argentins !	p. 31
SOUSCRIPTION INPRECOR	
5000 dollars	p. 32

INPRECOR 76 rue Antoine Dansaert - 1000 Bruxelles - Belgique

Correspondance de Presse Internationale -- Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale -- Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction. ABONNEMENTS: 1 an -- 25 exemplaires : FF 80; FS 45; FB 650; \$Can 17 Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les USA et le Canada, par avion : \$24 par an. Pour les autres pays, s'adresser à la rédaction.

Pour tout règlement (sauf la France) : Gisela SCHOLTZ, Société Générale de Banque, Agence Dailly 1030 Bruxelles - Compte courant n° 210-0320173-28 POUR LA FRANCE : libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les faire parvenir à l'adresse suivante: ROUGE, 2 rue Richard Lenoir, 93100-MONTREUIL

# après la mort de Mao



## NOUVELLE PHASE DE LA LUTTE POLITIQUE

CHINE

LIVIO MAITAN

La mort de Mao a suscité des réactions qui, en d'autres temps, seraient apparues comme paradoxales. Le principal représentant du capitalisme américain a parlé de "disparition tragique" et ses collaborateurs n'ont pas caché leur préoccupation. A Moscou se sont exprimés, publiquement et de manière indécente, la satisfaction et l'espoir. Ces réactions sont en relation évidente avec la ligne de politique internationale que Mao avait adoptée dans les dernières années de sa vie. A la fin des années 50, il accusa les bureaucrates du Kremlin de capituler devant l'impérialisme américain. Puis il choisit une position d'équilibre entre les deux "superpuissances", pour adopter finalement la thèse du "social-impérialisme" comme ennemi principal. Il en tira toutes les conséquences : depuis le reproche fait aux capitalistes occidentaux de ne pas s'armer suffisamment et d'être trop conciliants envers Moscou, jusqu'aux tours de valse avec les Fanfani et les Strauss.

Toutefois, la figure de Mao fut contradictoire. L'évaluation historique de son rôle ne peut éviter de mettre en évidence cette dimension essentielle de son œuvre.

### Une figure historique sous le signe de la contradiction

Dès 1927, tirant à sa manière le bilan de la défaite de la révolution de 1925-27, il a pris une position critique face à la ligne imposée en Chine par le Komintern stalinien, et a esquissé des positions qui se différenciaient de celles de la direction du Parti. Cependant, il s'est bien gardé de contester ouvertement

l'orthodoxie du stalinisme, faisant siennes des conceptions staliniennes et mettant en œuvre des méthodes d'organisation et de direction fondamentalement bureaucratiques. Tout en continuant à émettre des idées plus ou moins classiques sur le rôle primordial de la classe ouvrière, il pressentit l'importance fondamentale du rôle que devait jouer la paysannerie, dans le contexte spécifique de la Chine de cette époque, notamment dans la perspective d'une guerre prolongée. A diverses reprises, il a défendu des positions encore plus à droite que celles d'autres partis communistes. Non seulement il a préconisé, mais aussi suivi une politique de collaboration avec le Kuomintang de Tchang Kaï-chek et, durant la deuxième guerre mondiale et immédiatement après, il a recherché un compromis avec le vieux dictateur. Des documents américains, publiés dans les années 50 déjà, ont confirmé que si l'accord ne fut pas réalisé, ce fut à cause du refus de Tchang Kaï-chek. Mais, malgré la volonté de collaboration et de compromis, Mao n'a jamais cédé, dans les faits, sur un point essentiel. Il n'a pas renoncé à l'indépendance de son armée, qu'il n'a à aucun moment dissoute dans l'armée du Kuomintang, même lorsqu'il existait une convergence de la lutte contre les forces armées de l'impérialisme japonais. Au moment décisif de la nouvelle montée révolutionnaire des masses, mis en face d'un choix inéluctable, il a pris la tête de l'insurrection paysanne, contre les classes dominantes et l'appareil du Kuomintang. Il n'a pas écouté les conseils de Staline l'invitant à conclure à tout prix un accord avec Tchang Kaï-chek, et il a conduit l'Armée Rouge à la conquête du pouvoir. Dix ans plus tard, il endossa le rôle

de porte-voix de la critique de gauche à la politique des dirigeants du Kremlin et des divers partis communistes.

Durant 40 ans, Mao fut à la tête d'un parti qui a dirigé une révolution socialiste, un des événements majeurs de notre siècle. Mais, après avoir déjà introduit des conceptions et des méthodes de gestion bureaucratiques dans les zones libérées et avoir procédé à une stalinisation des structures du Parti, arrivé au pouvoir, il a présidé à un processus relativement rapide de bureaucratisation du nouvel Etat ouvrier. Etant donné son rôle de premier plan et son prestige, toute tentative de le blanchir de cette responsabilité et de la faire retomber sur les autres dirigeants ne peut être qu'apologétique. Toutefois, il est sûr qu'à partir d'un certain moment, il a commencé à s'allarmer de ce qu'il définissait lui-même comme un "processus d'aliénation" dans le rapport avec les masses. Durant une période qui a vu mûrir de profondes et multiples tensions, il a pris l'initiative de la dite "Révolution Culturelle", en faisant appel aux masses plus encore qu'à d'autres occasions, masses étudiantes d'abord, puis également paysannes et ouvrières, même si ce fut avec une plus grande réticence.

Il a proclamé que les masses décident de tout. Mais, en réalité, il a construit, puis reconstruit dans la phase finale de la "Révolution Culturelle", un appareil centralisé et tendanciellement monolithique, basé sur un paternalisme autoritaire culminant dans le culte de sa personnalité. Il a soutenu la nécessité d'une lutte intransigeante contre l'impérialisme. Durant quelques années, il a sévèrement critiqué la politique de Moscou vis-à-vis de la bourgeoisie de divers pays coloniaux et néo-coloniaux. Mais il a appuyé sans réserve la collaboration avec la bourgeoisie, qui a mené à la défaite tragique du parti communiste indonésien et à la paralysie de ses partisans au Pakistan et au Bengale occidental. Puis, après 1970, il a été aux côtés du gouvernement du Sri-Lanka engagé dans une répression féroce, il a évité toute condamnation de la dictature de Pinochet, et il adopta une hypocrite position d'équilibre dans la guerre civile en Angola. Il a voulu se présenter comme l'inspirateur d'une lutte contre la bureaucratisation, considérée par lui comme une restauration capitaliste. Mais au-delà des critiques et des différenciations de pratique, jusqu'à la fin il considéra Staline comme un grand révolutionnaire et comme un des plus importants théoriciens du marxisme.

La figure de Mao a donc reflété, de manière concentrée et quasi symbolique, plus qu'aucune autre, les contradictions de toute une époque historique. Lénine disparut de la scène peut d'années après Octobre. Il est passé à l'Histoire comme le dirigeant de la première révolution socialiste. Trotsky, défait étant donné les rapports de forces de la période du-

rant laquelle il mena sa lutte contre la bureaucratie, est devenu le symbole de la défense intransigeante des conquêtes de la Révolution. Staline, figure terne avant Octobre, a pris une dimension historique en tant que protagoniste de la contre-révolution bureaucratique. Mao, comme nous l'avons vu, fut en même temps le principal dirigeant d'une révolution et le premier responsable de la dégénérescence bureaucratique de l'Etat ouvrier issu de la révolution. En tant que dirigeant de la révolution victorieuse, il a contribué à infliger une défaite historique au système impérialiste mondial. Dans le même temps pourtant, il n'abandonna pas la conception stalinienne du socialisme dans un seul pays, et de la subordination, aux intérêts de son Etat, des intérêts de la lutte révolutionnaire des masses dans le monde.

## Un rôle irremplaçable

La disparition d'un homme qui a eu une importance si grande dans l'histoire contemporaine de la Chine représente incontestablement un élément de rupture, destiné à provoquer des déséquilibres assez profonds.

Au moment de la mort de Staline, les marxistes-révolutionnaires avaient souligné le rôle essentiel que sa personnalité avait joué pour assurer une cohésion à la caste bureaucratique et dans le fonctionnement des mécanismes de direction de l'Etat et du Parti. A divers points de vues, le rôle de Mao fut encore plus décisif. Au même titre que Staline, il a maintenu ensemble la couche bureaucratique dominante et est apparu comme le seul à posséder l'autorité nécessaire pour avoir le dernier mot lors des conflits les plus graves. Mais le "bonapartisme" de Mao ne s'exerça pas seulement à l'intérieur de la bureaucratie, mais également sur la société dans son ensemble.

Il est nécessaire de rappeler certains traits spécifiques du mode de direction maoïste et de son exercice du pouvoir, sensiblement différent de celui imposé par Staline en URSS, dans les années 30 à 40. Ce mode de faire peut être synthétisé par l'effort de maintenir des liens plus directs et plus vivants avec les masses, et même de recourir à l'intervention - plus ou moins contrôlée et canalisée - des masses elles-mêmes, dans des phases particulièrement difficiles.

Pour résister, puis conquérir la victoire dans une guerre révolutionnaire âpre et prolongée, Mao a dû non seulement s'appuyer sur les masses, mais aussi faire appel à leur participation active. De manière analogue, il a dû rechercher une certaine mobilisation des masses, lorsqu'il entreprit d'édifier une société nouvelle, en partant de bases matérielles encore plus arriérées que celles de la

Russie de 1917, et devant faire face au sabotage de l'Impérialisme. Voilà pourquoi les rapports entre dirigeants et masses en Chine ont été bien plus directs qu'entre le groupe dirigeant stalinien et les masses en URSS (rapports la plupart du temps inexistant, du reste). Voilà pourquoi, à certaines périodes et malgré la dégénérescence bureaucratique, exista en Chine ce que S. S. WU (1) a défini, avec une certaine approximation, comme une "démocratie horizontale" (c'est-à-dire un certain degré d'autonomie de décision au niveau local dans le choix des formes d'application des orientations générales définies au sommet). Cela explique pourquoi, à certains moments, Mao et d'autres dirigeants se sont tournés vers les masses, pour sortir de situations conflictuelles ou de paralysie au sein de la direction du Parti.

Naturellement, ils se sont toujours arrangés pour donner un cadre précis aux mouvements qu'ils suscitaient, afin de pouvoir les canaliser. L'expérience des derniers mois de 1966 et des premiers mois de 1967 l'ont démontré, à l'opposé de toute interprétation justificatrice. A peine des secteurs des masses avaient-ils commencé à agir selon leur propre dynamique, poursuivant des objectifs qui n'étaient pas ceux prévus par la direction maoïste, que celle-ci n'hésitait pas à recourir, non seulement à une sorte de terrorisme idéologique massif, mais même, en dernière instance, à la répression (souvenons-nous que c'est justement la provocation de telles situations de tension et d'explosivité qui conduisit Mao à s'appuyer sur l'armée qui assumait, durant un certain temps, une fonction de premier plan). Tout ceci n'empêche pas que dans le "système" de Mao, le rôle réservé aux masses est différent, et demande de leur part une participation plus active qu'à l'époque de Staline et post-stalinienne. Le fait que des thèmes démocratiques-révolutionnaires et égalitaristes aient été avancés à plusieurs reprises ne pouvait rester sans conséquences, malgré le caractère essentiellement tactique et instrumental de tels appels. Ils aidaient, en effet, objectivement les tendances des masses et de leurs secteurs les plus mûrs à faire sentir leur présence et à donner un contenu effectif à la "démocratie horizontale" admise par le groupe dirigeant.

Une telle pratique de l'exercice du pouvoir, une telle méthode de direction, exigeaient un chef charismatique, doté du prestige nécessaire pour mobiliser les masses aux moments décisifs et pour imposer tout aussitôt la discipline et le "retour à la normale", exigence essentielle, encore plus importante que ne l'était la place de Staline dans le système de gestion bureaucratique du pouvoir imposé à l'URSS. Dans ce sens, Mao ne peut en aucune manière être remplacé. Sa mort introduit un élément de déséquilibre pour ainsi dire "structurel" dans le système politique chinois.

## Tensions dans la société chinoise

Pour pouvoir avancer des hypothèses sur les développements possibles dans la Chine d'après Mao, il est nécessaire de rappeler, sommairement et à titre indicatif, quelques-unes des tensions qui subsistent au niveau structurel et politique. Elles ne furent, en effet, pas éliminées par la "Révolution Culturelle". Durant la période qui suivit, certaines d'entre elles se sont même précisées.

Au cours des dernières années, selon les données officielles, l'économie chinoise a enregistré des succès qui ne sont pas contestés par des experts d'orientations les plus diverses. Mais, globalement, et sur une longue période, les rythmes de développement demeurent relativement limités. Cela signifie non seulement que les niveaux absolus atteints sont encore modestes, mais aussi que dans certains secteurs l'écart entre la Chine, l'URSS et certains pays capitalistes ne diminue pas, et risque même de croître. Il est significatif de constater que lors de nombreuses rencontres avec des hôtes étrangers, tant Mao que Chou En-lai ont toujours insisté sur l'arriération et la pauvreté persistantes en Chine.

Il faut se souvenir qu'après avoir violemment polémique avec l'URSS, dans les années 50, sur sa politique de relations économiques croissantes avec les pays capitalistes, la Chine a suivi de plus en plus systématiquement la même voie, non seulement en cherchant à élargir les échanges commerciaux, mais également en achetant aux pays occidentaux et au Japon des machines et même des complexes industriels entiers. A un moment donné, cette poli-



tique s'est toutefois heurtée à l'exigence, présentée comme une norme par les dirigeants chinois, de ne pas s'endetter envers l'étran-

ger. Si ce choix était confirmé de manière rigoureuse, la conséquence en serait un ralentissement et non une accélération des rythmes du développement industriel, du moins pour certains secteurs. Une politique d'auto-suffisance, tendanciellement autarcique, peut être un choix obligé dans certaines circonstances, mais aura, à long terme, des conséquences très négatives (n'oublions pas que, durant quelques années, la Chine dut faire face, à la fois au blocus ou semi-blocus persistant des impérialistes, et au sabotage ouvert des bureaucrates de Moscou). A en juger par les allusions contenues dans certaines polémiques, ce problème s'est déjà posé de manière conflictuelle au sein du groupe dirigeant. Il est fort probable qu'il se posera encore plus vivement à l'avenir, bien que l'essor des exportations de pétrole puisse atténuer cette contradiction.

Quelques rapides considérations à propos de l'agriculture. La Chine maoïste elle-même n'a pas pu se soustraire au dilemme qui s'est posé aux sociétés de transition bureaucratiques qui se sont développées à partir d'un bas niveau de développement (un facteur qui, n'en déplaise à certains néo-utopistes, ne peut être oublié). Une première option consiste à accepter, après les réformes radicales de la première phase et pour une période indéterminée, non pas la survivance de rapports non collectivistes, mais plutôt des rapports intermédiaires entre une agriculture paysanne parcellisée ou de mode coopératif et une agriculture collectiviste, avec les conséquences économiques et les risques sociaux qui en découlent. Une autre option revient à forcer le rythme de la collectivisation en faisant abstraction, dans une large mesure, des possibilités réelles de mécanisation, en s'exposant au risque de ruptures dramatiques avec de larges masses paysannes et de répercussions nuisibles, en dernière analyse, pour la production elle-même. Ce problème, qui n'a jamais été résolu, fut à la base des choix cruciaux dans les campagnes, depuis le lancement massif de la coopérativisation au milieu des années 50, jusqu'à la tentative grandement volontariste des Communes Populaires de 1958 et aux rectifications ultérieures. D'une part, en se référant aux chiffres officiels, les rythmes de développement de la production agricole sont toujours restés modérés, ce qui est d'autant plus grave que la Chine enregistre un important accroissement de la population. D'autre part, les paysans tendent à consacrer davantage de temps et d'efforts à leur production individuelle plutôt qu'à la production collective. Les conséquences se font sentir, en premier lieu au niveau économique général, et en deuxième lieu, au niveau social, dans la mesure où il est inévitable que subsistent, et même que s'approfondissent, dans les conditions actuelles, les différenciations entre les diverses couches de paysans.

De pair avec les problèmes posés par les difficultés dans le développement économique, et en particulier par les problèmes de l'agriculture, certains indices nous montrent qu'une série de tensions sociales continuent à se manifester, et même à s'aggraver. Pour ne donner qu'un seul exemple, des difficultés et des contradictions se sont produites à partir d'un certain moment, quand il s'agissait d'intégrer les nouvelles générations au tissu économique. Des déséquilibres ont surgi, d'une part à cause du poids, pour l'instant limité, de l'économie industrielle et urbaine, et d'autre part, à la suite de l'accession massive à l'ins-truction (qui, est-il besoin de le rappeler, est une des principales conquêtes de la révolution). L'existence de tels problèmes est apparue, par exemple, lors des polémiques concernant les "jeunes instruits", envoyés ou renvoyés à travailler dans les campagnes. Il s'agit, du moins pour l'instant, de secteurs relativement petits, mais qui compteraient malgré tout près de 12 millions de jeunes, selon les chiffres avancés dans l'article de Wu déjà cité. Ces jeunes n'acceptent pas toujours de bon cœur leur déplacement à la campagne, où les conditions de vie sont en général plus dures, et où ils sont rarement accueillis avec enthousiasme par les paysans. On constate ainsi des mouvements pendulaires entre ville et campagne, avec des retours non autorisés en ville. Il risque de se créer ainsi des couches de jeunes déracinés, privés d'une insertion stable dans la société et donc tentés de se mouvoir en marge de celle-ci. Selon certaines interprétations, dont nous ne pouvons contrôler le fondement, des situations de ce genre seraient la source de l'accroissement de la criminalité, qui se serait produit récemment dans certaines villes et dont la presse officielle même a fait mention.

Une série de problèmes et de tensions se posent à un niveau plus directement politique. Dès le début, l'analyse des marxistes-révolutionnaires a mis en lumière le fait que l'Etat ouvrier chinois était caractérisé par l'absence d'un tissu d'organismes de démocratie prolétarienne de type soviétique et même par l'existence d'une certaine pérennité des appareils administratifs préexistants (l'influence néfaste de ce dernier élément fut dénoncée par les maoïstes eux-mêmes dans les polémiques de 1966-67). La Constitution chinoise a prévu l'élection, en plus des organismes locaux, d'une Assemblée Nationale Populaire, qui devrait être la vraie dépositaire du pouvoir. En pratique, lorsqu'elle s'est réunie, l'Assemblée n'a pas eu d'autre fonction que celle d'enregistrer formellement les décisions prises ailleurs, c'est-à-dire dans les organismes dirigeants du Parti (n'oublions pas que la conception maoïste attribue au Parti une fonction de contrôle et de direction absolue, analogue à la conception en vigueur depuis Staline). Etant donné l'impossibilité pratique pour les organismes dirigeants restreints, même pris au sens large, c'est-à-

dire incluant toutes leurs diverses articulations, de vraiment décider de tous les problèmes qui se posent à un pays immense et peuplé comme la Chine, il subsiste, objectivement, une marge pour l'exercice d'une "démocratie horizontale". Par ailleurs, des pouvoirs régionaux ou locaux relativement autonomes tendent à se constituer. Le résultat en est une situation d'instabilité, lourde de conflits. Dans les faits, à diverses reprises - non seulement au moment le plus dramatique de la crise de 1966-67 -, les masses ont tenté de donner des contenus plus concrets à la "démocratie horizontale". Des tendances centrifuges se sont développées au sein de la bureaucratie. Les polémiques répétées contre des personnages qui se seraient rendus coupables de créer des "royaumes indépendants" prennent justement pour cible des tendances de ce type.

De même, la politique internationale renferme un potentiel de tension au sein même de la bureaucratie, et à plus forte raison entre la bureaucratie et les masses. La mort de Mao pourra constituer un stimulant supplémentaire pour effectuer un bilan, dont le groupe dirigeant a déjà certainement éprouvé le besoin. Durant toute une période, et encore maintenant, l'affirmation d'une complète autonomie par rapport à l'URSS a été profitable à la bureaucratie chinoise, tant sur le plan intérieur que vis-à-vis de secteurs importants du mouvement communiste. De même, la polémique contre les deux "superpuissances" a porté quelques fruits diplomatiques et politiques, dans la mesure où elle a pu correspondre aux intérêts de certaines bourgeoisies "nationales" et de certains Etats, ainsi qu'avec les aspirations de nombre de mouvements des pays coloniaux qui, poussés à rechercher l'"amitié" de l'URSS par les nécessités de la lutte contre les puissances impérialistes, ont eu l'occasion de faire d'anciennes expériences de "collaboration" avec les dirigeants du Kremlin.

Mais, après presque deux décennies, un bilan plus général s'impose, comme s'impose plus particulièrement un bilan de la ligne des dernières années, fondée sur le présupposé que le "social-impérialisme" est l'ennemi principal. Or, il ne fait aucun doute que si l'existence du triangle Washington-Moscou-Pékin a, tour à tour, rendu des services tactiques conjoncturels à chacune des parties, le bénéfique majeur fut, globalement, à l'avantage de l'impérialisme américain. Pour ne prendre que l'exemple de l'épisode central des dix dernières années, le conflit sino-soviétique n'a pas empêché la défaite impérialiste au Vietnam. Mais il ne faut pas oublier que l'acuité même du conflit sino-soviétique a considérablement élargi la marge de manœuvre de la Maison Blanche et du Pentagone. Il ressort désormais de plusieurs documents, qu'un élément des plus importants qui a poussé John-

son à se lancer dans l'aventure indochinoise, fut la conviction de n'avoir pas à faire face à un front unique des principaux Etats ouvriers. Il ne fait aucun doute que cette division - de même que les restrictions, durant toute une période, de l'aide militaire aux combattants vietnamiens - a considérablement retardé l'arrêt de l'agression impérialiste.

En deuxième lieu, la politique du groupe dirigeant de Pékin a sacrifié sur l'autel des intérêts diplomatiques, par ailleurs discutables, les exigences de la lutte de la classe ouvrière et des mouvements anti-impérialistes de divers pays. Elle a, en conséquence, non seulement provoqué la perte de prestige d'une direction qui était apparue, durant de nombreuses années, comme la protagoniste d'une révolution victorieuse, mais aussi facilité une régression réactionnaire dans divers pays et les manœuvres de plusieurs bourgeoisies soi-disant nationales. En dernière analyse, cette politique s'est trouvée en opposition même avec les exigences légitimes de défense de l'Etat ouvrier chinois.

Ensuite, en ce qui concerne les partis communistes, le bilan ne laisse pas place au doute. La force d'attraction du PCC a contamment décrû, après quelques succès recueillis dans la phase initiale du conflit. Actuellement, sa sphère d'influence s'est réduite, plus que jamais auparavant. Dans les mouvements d'extrême-gauche eux-mêmes, que la critique chinoise et la "Révolution Culturelle" avaient contribué à créer, parfois de manière décisive, les défenseurs inconditionnels des positions de Pékin appartiennent de plus en plus à la catégorie des paranoïaques politiques, tandis que des tendances plus critiques et plus sophistiquées prennent le dessus (tout ceci se reflète dans la misère des délégations des divers PC-ml reçus à Pékin, et dont l'existence est souvent ignorée dans leur propre pays).

Mais, tôt ou tard, une contradiction fondamentale surgira, de manière plus ou moins aiguë, par-delà le bilan de quinze années et les difficultés conjoncturelles. Quelles que soient les divagations théoriques maoïstes ou les mystifications propagandistes, la nature sociale de l'URSS est analogue à celle de la Chine, et qualitativement différente de celle des Etats-Unis et des autres pays capitalistes. Ce fait contredit la thèse du "social-impérialisme" ennemi principal, et encore plus ses implications pratiques. Le fait qu'à diverses reprises des opposants tombés en disgrâce furent accusés de vouloir un compromis avec les "sociaux-impérialistes" et d'être leurs agents (et il est difficile de dire, le plus souvent, sur quelles bases), démontre qu'il ne s'agit pas de spéculer sur l'avenir, mais de comprendre la signification de confrontations qui se sont déjà produites dans le groupe dirigeant.



## Mouvements de masse et tendances dans la bureaucratie

Tout ce potentiel de conflits pourra agir à deux niveaux, dans la période à venir, et ce d'autant plus qu'il s'est déjà manifesté ou qu'il se produit à une échelle toujours plus vaste.

En premier lieu, les générations surgies et mûries après 1949 prévalent désormais. Pour les vieilles générations, le point de référence essentiel tendait à être la condition de la société pré-révolutionnaire. Pour difficile que fût la situation, quels que soient les erreurs et les crimes commis par les bureaucrates, les contradictions de la nouvelle société paraissaient insignifiantes en regard de l'oppression dans l'ancienne Chine. Pour les jeunes générations, les conquêtes de la révolution constituent un point de départ désormais acquis. Leur attitude sera et est déjà déterminée par la capacité ou l'incapacité de la société de transition à répondre à leurs exigences, au fait que des progrès constants aient lieu, dans tous les domaines. En deuxième lieu, non seulement au niveau de la direction centrale, mais à tous les niveaux du Parti, s'est produit ou est en train de se produire toujours plus rapidement un processus de substitution. Les dirigeants et les cadres "historiques" disparaissent et sont remplacés par des dirigeants et des cadres qui ne pourront plus se réclamer du prestige de protagonistes de la révolution. Ils seront jugés sur la base de leur comportement, de leur succès ou de leur insuccès actuels.

Enfin, Mao a disparu de la scène à un moment qui, loin d'être un moment de stagnation ou de démoralisation des masses, est caractérisé par une remontée de la sensibilité politique et de la combativité, et par la réapparition de cadres critiques, capables de prendre des initiatives courageuses. Les premiers signes de nouveaux ferments sont déjà apparus en 1973. A Canton, par exemple, où, parmi d'autres faits, circulèrent des textes de critique antibureaucratique. Mais, surtout, au cours des deux années suivantes, plu-

sieurs manifestations ont clairement montré que la situation était à nouveau mouvante. Toujours à Canton, il y eut des manifestations de soldats congédiés et plusieurs grèves spontanées. A Hang-Tcheou, les grèves acquirent une telle portée que l'intervention de la troupe fut requise. La manifestation de la place Tien-An-Men, du 15 avril dernier, peut avoir été le lieu de manœuvres de la tendance Teng Hsiao-ping, ainsi que le prétendent les sources officielles, et avoir eu pour origine des conflits interbureaucratiques. Mais, par ses dimensions - des dizaines de milliers de participants - et par sa dynamique, elle a exprimé, en dernière analyse, une explosion critique spontanée, en opposition au groupe dirigeant du Parti et de l'Etat.

Que se passera-t-il dans la prochaine période ? Il n'est pas facile de donner une réponse, tout au moins sur la base des rares informations dont nous disposons. La bataille au sein de la bureaucratie sera très dure. Le problème même de la succession se pose en termes dramatiques. Il ne s'agit pas uniquement de désigner le successeur de Mao, mais de remplir tous les vides provoqués par les décès et les liquidations politiques aux divers niveaux de la direction (le cas du Comité Permanent du Bureau Politique, réduit à deux ou trois unités, est presque un symbole d'une instabilité plus générale). Le fait que le communiqué annonçant la mort de Mao - et il serait intéressant de connaître les organismes qui l'ont approuvé - contienne des attaques violentes et répétées, non seulement contre les "déviationnistes" du passé, mais également contre la victime la plus récente, Teng Hsiao-ping, est une indication sûre d'une situation de tension persistante et des craintes du groupe vainqueur des affrontements des premiers mois de cette année. Il est probable que le premier round se terminera par une solution de compromis. Du reste, le choix même de Hua Kuo-feng était une solution de ce type.

En termes plus généraux, il ne fait pas de doute que la tendance la plus directement représentative de l'appareil se trouve objec-

tivement renforcée par la mort de Mao, le seul qui pouvait la contrer avec succès. Elle était apparue comme la plus conservatrice durant la "Révolution Culturelle", ses représentants éminents étaient Liou Shao-chi et Teng Hsiao-ping. Elle avait su se ressaisir après les défaites, et un autre Mao ne pourrait pas être créé artificiellement.

Le renforcement d'une telle tendance serait sans aucun doute apprécié par tous ceux qui aspirent à défendre, consolider ou accroître des privilèges, et en premier lieu par les échelons les plus hauts de la bureaucratie. Mais des couches de cadres intermédiaires pourraient également pencher en sa faveur. Ceux qui ont, en fait, les liens les plus réels avec les masses mais qui, justement pour cela, ont souvent dû faire les frais de certains tournants brusques, et ont été directement pris pour cible lors des grandes "campagnes de rectification", quand on ne leur réservait pas délibérément le rôle peu enviable de bouc émissaire. Ils peuvent donc éprouver un besoin compréhensible de se soustraire au régime de la douche écossaise et de jouir d'une période de plus grande tranquillité. Enfin, une tendance de ce type pourrait tenter de s'assurer une base dans les campagnes, vraisemblablement avec un certain succès temporaire, en faisant une série de concessions de type khrouchtchévien à l'égard de certains secteurs de la paysannerie (la référence à Khrouchtchev est purement indicative, étant donné que les conditions existant dans les campagnes soviétiques à la mort de Staline étaient sensiblement différentes de celles existant actuellement en Chine).

La plupart des commentateurs se sont demandés si l'après-Mao serait caractérisé par un tournant des orientations de la politique internationale de la Chine. Nous avons déjà mentionné les problèmes qui se posent dans ce domaine, les tendances qui se sont manifestées dans le passé dans le groupe dirigeant lui-même, et les contradictions qui finiront par se manifester.

Sans nous abandonner aux spéculations, nous pouvons avancer l'hypothèse que des mutations se produiront, tôt ou tard. Aujourd'hui déjà, des pressions s'exercent dans ce sens. Parmi d'autres, Moscou aurait intérêt à une détente, même à court terme, ainsi que l'ont confirmé les réactions à la nouvelle de la mort de Mao. Toute une série de partis communistes, parmi lesquels les plus importants sur le plan international, sont partisans non seulement d'une détente, mais même d'un rapprochement et d'une recomposition du front des "partis frères" : depuis le PC vietnamien jusqu'aux représentants les plus autorisés de "l'euro-communisme", sans exclure le PC cubain, malgré sa situation internationale actuelle. Ils sont tous convaincus qu'une évolution positive ne pourrait en aucun cas reproduire un monopole analogue à celui du Komin-

tern ou du Kominform. Bien au contraire, elle ôterait à Moscou toute possibilité d'imposer à nouveau son contrôle et son hégémonie, et accroîtrait, en général, le prestige et la force d'attraction de tous les partis communistes.

La mort de Mao ouvrira sûrement un nouveau chapitre, même s'il peut paraître oiseux de faire des prévisions sur les tendances qui auront le dessus dans les prochaines phases, et sur les formes spécifiques que prendra la crise du système bureaucratique. Les masses chinoises sont entrées dans une nouvelle période d'activité et de réflexion critique. Les batailles qu'elles déchaîneront très probablement pour objectif l'amélioration du niveau de vie, la réduction des inégalités, l'exercice effectif de la démocratie ouvrière. Elles se situeront dans une perspective plus générale de lutte antibureaucratique.

Dans ces batailles, des cadres formés au cours de ces années pourront faire valoir leur poids. N'oublions pas que durant la phase la plus vive de la crise de 1966-67, des dizaines de milliers de cadres ont mûri. A l'abri de la mystification du groupe dirigeant, ils étaient engagés dans des luttes à dynamique antibureaucratique et s'étaient donnés des formes d'organisation variées. Dans certains cas - la littérature à ce sujet est désormais largement diffusée - il y eût des efforts extrêmement intéressants de critique d'ensemble et de généralisation théorique. Les protagonistes de ces événements ont été battus lors de l'ultime phase de la "Révolution Culturelle". Ils furent parfois durement frappés, et ont été généralement marginalisés. D'inévitables phénomènes de démoralisation se sont produits. Mais aujourd'hui se sont recrées les conditions d'une reprise d'activité de ces cadres. Ils pourront apporter une contribution d'autant plus importante que la disparition de Mao tendra à éliminer l'obstacle principal pour leur compréhension de la nature du régime et de sa direction, disparition rendant inopérant le mythe d'un Mao porte-drapeau de la lutte antibureaucratique, auquel ils continuaient à s'agripper. En d'autres termes, ils pourront éviter de devenir, objectivement, les instruments d'une lutte d'une fraction de la bureaucratie contre une autre et, se liant plus directement aux masses, jouer un rôle de premier plan dans la lutte contre la bureaucratie dans son ensemble.

14 septembre 1976

#### NOTE

(1) : Sur ce problème comme sur d'autres, il est utile de se référer aux articles parus jusqu'à présent dans *Inprecor*, en particulier ceux de S.S. Wu, dans les Nos. 55 et 56. Pour les problèmes plus généraux et l'analyse des développements dans la Chine post-révolutionnaire, nous nous permettons de citer notre volume "Parti, armée et masses", éd. Maspéro.



# L'UNITE DES NON-EUROPEENS

**AFRIQUE DU SUD**

**LANGA**

Pendant la révolte de Soweto, les dirigeants du mouvement de la "conscience noire", tels Mkele et M. Buthelezi (suivant en cela les "quislings" du Département des Affaires Bantoues et du Département des Affaires des "Gens de Couleur" comme le "chef" Buthelezi et Sonny Leon) appelaient au "dialogue" avec Vorster. Au même moment, les dirigeants des Etats néo-coloniaux "indépendants" - Nyerere de Tanzanie, Kaunda de Zambie, Mobutu du Zaïre, Kenyatta du Kenya, Amin d'Ouganda et Khama du Botswana - continuaient à collaborer avec l'impérialisme, menant leurs propres conversations, dans le cadre diplomatique de la "tournée africaine" de Kissinger. S'opposant à cette collaboration, les opprimés d'Afrique du Sud suivirent, à l'échelle nationale, une politique de non-collaboration avec l'apartheid et d'unité non-européenne. Ce contraste est au cœur des événements d'Afrique du Sud, entre juin et septembre.

## L'unité africaine des "gens de couleur"

Officiellement, 400 étudiants et travailleurs furent assassinés en Afrique du Sud, de juin à septembre. Des estimations plus rigoureuses indiquent plus de 1.000 victimes. Officiellement, le régime procéda à 2.500 arrestations; les luttes de septembre atteignirent un niveau plus élevé que celles du mois d'août, de la même façon que ces dernières avaient révélé des progrès dans le niveau de conscience et dans l'unité du mouvement, par rapport aux luttes de juin. Un aspect important de cette bataille nationale était particulièrement évident: le puissant soulèvement des étudiants et des travailleurs "de couleur" aux côtés des Africains (les lois racistes sud-africaines définissent les "gens de couleur" par leur ascendance "métisse"). Il ne s'agissait pas tant d'un acte de solidarité que du reflet de la conscience des "gens de couleur" de leur appartenance à la lutte commune des Africains.

Dans toute la région du Cap, où vit la majorité des 2.500.000 "gens de couleur", la lutte se déchâna à un tel point que "The Guardian" du 10 septembre écrivait: "La situation est nettement incontrôlée, en ce sens que la police est incapable d'empêcher l'explosion de violence ou de la réprimer". Pour l'impérialisme et son

régime raciste d'Afrique du Sud, la "violence", c'est la lutte des opprimés contre la violence institutionnalisée du régime qui, par son oppression et son exploitation, tue en moyenne deux millions de non-européens par décennie (ceci étant calculé sur la base de la différence des taux de mortalité blanche et noire sous l'apartheid).

La révolte métisse, centrée au Cap et à Port Elisabeth, s'étendit rapidement aux grandes villes rurales comme Paarl et Huguenot, où les Blancs, pris de panique, s'enfuirent de leurs propres centres commerciaux, quand les travailleurs métis pénétrèrent dans la cité blanche, d'où ils sont exclus par le système des "réserves". La police ouvrit le feu; elle utilisa parfois des tireurs d'élite. Les "réserves" métisses du Cap (1), de structure et de conditions semblables à celles des "réserves" noires de Soweto aux abords de Johannesburg, s'insurgèrent. D'après les chiffres officiels, 24 manifestants métis furent tués par balle pour les seules journées du 8 et 9 septembre.

Cette lutte allait de pair avec celle des "réserves" africaines de Langa et de Nyanga. Les 14 et 15 septembre, 500.000 travailleurs africains de Soweto et des zones de résidence non-européennes (townships) se mirent en grève (notamment dans les services, le commerce, le travail domestique et l'industrie légère). Au même moment, à quelques 1.600 kilomètres au Sud, 250.000 travailleurs métis de la province du Cap entreprirent une grève massive, sur les docks, dans l'industrie, le commerce et les transports.

Depuis les luttes du Cap de 1919-1920, c'est la première fois qu'il y a une grève simultanée et combinée des non-européens et cette fois, sur une bien plus grande échelle et à un niveau plus élevé. Le thème de l'unité non-européenne fut pris en charge par les organisateurs de la grève étudiante. Pour la première fois, cette unité revêtit un aspect de masse, exprimé par les initiatives ouvrières sur le plan national. De plus, la question des Bantoustans et du Département des Affaires des "Gens de Couleur" était au centre des combats contre le racisme et pour les pleins droits démocratiques, même si les carences de direction l'empêchaient de s'exprimer de façon explicite.

## Nation ou racisme multiracial ?

Cette unité non-européenne était antiraciste et non pas anti-blanche. Les jets de pierres et l'incendie des voitures, des entreprises et des maisons des Blancs exprimaient essentiellement l'antiracisme. Les oppresseurs racistes blancs étaient terrorisés par la crainte de la juste revanche de leurs esclaves. Ils réagissaient ainsi aux effets produits par leur propre système. L'appel paniqué de Kissinger en faveur de garanties financières et politiques pour "les droits des minorités" à l'égard des populations blanches de Rhodésie et de Namibie fut rejeté par les opprimés non-européens. Ceux-ci se battent pour une nation non raciste, une et indivise, comportant l'égalité et la démocratie pour tous, et non pour une autre version de l'apartheid, une forme "multiraciale" du racisme. Les luttes massives d'août et de septembre, le courage imperturbable et l'action unitaire des opprimés non-européens formèrent la réponse à la fois au "multiracisme" des libéraux et aux projets d' "identité noire" du gouvernement apartheid sud-africain.

Le 15 septembre, Vorster lui-même parla publiquement du culte de l' "identité" actuellement entretenu par le libéralisme européen, l'impérialisme et les collaborateurs africains. Il déclara que l'apartheid ne cesserait jamais d'exister. C'est en cela que réside d'ailleurs la politique fondamentale des impérialismes américain et européen, qui ont tous deux, dans leurs déclarations politiques d'avril dernier, délibérément exclu l'Afrique du Sud de la politique de "one man, one vote", et de la "règle de la majorité". Mais Vorster alla plus loin : "l'apartheid n'est pas l'oppression. Ce n'est pas l'inégalité. Il reconnaît l'égalité de tous, mais sur la base de leurs différences. L'apartheid est basé sur le principe de l'identité". Depuis juin, près de 500 non-européens ont perdu la vie en combattant ce "principe d'identité" catholique-"socialiste"-européen de l'apartheid, que le discours de Vorster du 15 septembre révéla comme l'absurdité raciste qu'il a toujours été. Les événements qui se produisirent de juin à septembre confirment toujours l'analyse fondamentale des marxistes-révolutionnaires sud-africains, selon laquelle c'est la classe ouvrière qui doit diriger la lutte de libération nationale. Aux grèves d'août et de septembre manquèrent, il est vrai, l'unité intégrale qui aurait été nécessaire. Les travailleurs des camps d'habitation (compounds), qui forment l'essentiel de la main-d'œuvre des mines et de l'industrie lourde (secteur clé de l'économie), étaient en général absents de la grève. Mais les travailleurs des "réserves", ceux qui sont forcés de vivre dans les banlieues des grandes villes, s'insurgèrent ensemble contre le credo de Botha, le ministre blanc des Affaires Bantoues de Vorster. Il déclara, le 26 août, que les Africains étaient venus dans "les zones blanches pour vendre leur force de travail, et rien d'autre. Ceux qui acceptaient la citoyenneté d'un homeland tribal seraient mieux accueillis dans les zones blanches que ceux qui ne l'acceptaient

pas". Un million d'ouvriers non-européens, africains et métis (et quelques secteurs de la population indienne) se heurta à ce principe économique fondamental de l'apartheid : le travail à bon marché et les Bantoustans.

## Vers une situation pré-révolutionnaire

Sir Villiers Graaf, dirigeant du Parti Unifié, libéral, pro-apartheid - l'opposition blanche - déclarait, le 9 septembre : "Les 12 dernières semaines ont changé l'Afrique du Sud". Cela ne veut pas dire que lui ou tout autre représentant du racisme impérialiste, qu'ils soient boer ou britannique, croient à l'existence d'une situation révolutionnaire en Afrique du Sud. Ils savent très bien que la puissance économique, politique et militaire du Marché Commun, de l'OTAN et de l'impérialisme américain porte un immense intérêt à la préservation de l'apartheid. C'est pourquoi elle soutiendra, par tous les moyens nécessaires, l'Etat raciste contre les opprimés non-européens. A moins que le prolétariat des pays impérialistes en empêche sa propre bourgeoisie, la classe ouvrière non-européenne d'Afrique du Sud devra donc faire face à une tâche très très difficile. Mais ce qui inquiète Villiers Graaf et ses semblables, c'est qu'il y a maintenant une faille dans la structure de l'apartheid. Quatre facteurs essentiels ont ouvert cette brèche :

- la récession économique du monde capitaliste, qui pour la première fois a frappé sérieusement l'Afrique du Sud, en diminuant de moitié le prix de l'or, matière qui constitue, du moins temporairement, le principal produit d'exportation sud-africain;
- les victoires politiques et militaires du MPLA et du FRELIMO sur l'impérialisme portugais qui, quelles que soient les déficiences des directions, ont déplacé la frontière des Etats africains sous contrôle blanc ;
- la pénétration de l'influence soviétique et l'entrée des troupes cubaines en Afrique méridionale;
- la contradiction entre, d'une part, la nécessité pour la classe dominante sud-africaine d'établir les Bantoustans, et l'impossibilité de le faire, à cause de la mobilisation des opprimés non-européens, d'autre part.

Du point de vue de la classe ouvrière non-européenne, le quatrième facteur est le plus décisif. En effet, il est lié à l'un des éléments classiques d'une situation pré-révolutionnaire : l'incapacité de la classe dominante à continuer à gouverner comme avant. Puisque l'alternative d' "indépendance" de type nigérien ou kenyan n'en est pas une pour l'Afrique du Sud, de même que se révèle impossible la création d'un Etat néo-colonial à la place de l'ancien système d'apartheid en vigueur dans l'Etat unifié sud-africain, l'aile Vorster de la classe dirigeante a choisi la seule solution qui lui reste : l'apartheid dans un cadre "multiracial", comprenant neuf mini-Etats bantous "indépendants", un Etat blanc tout-puissant qui dispose de tou-

te la richesse du pays, et une solution "nationale" qui n'est pas encore tranchée pour les Métis et les Indiens. La lutte des Métis en septembre a en effet brisé tous les espoirs que Vorster pouvait entretenir de trouver une solution sans heurts au "problème crucial des gens de couleur". Puisque le régime est incapable de diriger comme avant, il cherche à établir les Bantoustans comme une nouvelle manière de préserver le contenu de l'apartheid. L'unité non-européenne, forgée en septembre dans le combat contre la bantoustanisation, porte un coup mortel au pilier de la nouvelle stratégie occidentale en Afrique du Sud et, par conséquent, à la stratégie occidentale dans l'Afrique méridionale toute entière. C'est cela qui préoccupe non seulement Villiers Graaf, mais aussi la classe dominante sud-africaine dans son ensemble, de même que ses soutiens impérialistes.

Après ses entretiens avec Helmut Schmidt à Bonn, avec Kissinger en Bavière en juin dernier et à Prétoria les 16 et 17 septembre, Vorster fit clairement comprendre que la création des Bantoustans ne s'appliquerait pas à la Namibie. Cette dernière, appelée Sud-Ouest africain par le régime de l'apartheid, équivaut à une superficie égale aux deux-tiers du territoire angolais. La Namibie est occupée par l'Afrique du Sud, en dépit des aspirations de la population et en violation des décisions prises par les organismes et cours de justice internationaux. Les impérialistes - pour leurs propres raisons - se refusent à reconnaître la souveraineté sud-africaine en Namibie; c'est pourquoi la classique solution néo-coloniale se révèle plus efficace que toute tentative d'inclure la Namibie dans le projet des Bantoustans.

Le 24 août à Windhoek, Vorster avait déclaré que "l'indépendance totale" serait accordée à la Namibie le 31 décembre 1978. Jusqu'à cette date, le territoire serait régi par "un gouvernement autonome" de "composition raciale mixte", avec un chef bantou comme "président". Vorster a l'intention d'exclure la SWAPO (South West African People's Organization - Organisation du Peuple du Sud-Ouest Africain) de cette opération. L'impérialisme allemand, qui possède des intérêts directs dans l'économie namibienne, préfère tenter d'intégrer la direction de la SWAPO au projet néo-colonial. La Namibie était l'une des colonies allemandes en Afrique avant la Première Guerre Mondiale; depuis lors, les colons et le capital allemands ont continué à occuper d'importantes positions dans son économie. Les colons allemands de Windhoek, de Lüderitz et de Swakopmund, de même que les propriétaires des grandes fermes, des entreprises et des compagnies minières, pensent qu'ils peuvent soudoyer la SWAPO et ainsi digérer une Namibie "indépendante". Le contenu probable de l'accord conclu entre Vorster et l'impérialisme allemand est le suivant : l'Allemagne aurait les mains libres en Namibie tandis qu'en retour, le gouvernement allemand reconnaîtrait l' "indépendance" du Transkei, dont l'accession au statut de Bantoustan

"indépendant" est prévue pour le 26 octobre 1976. Il est également probable que le sujet fut abordé par Kissinger et Nyerere le 14 septembre à Dar Es Salaam. En fait, l'influence croissante de l'impérialisme allemand constitue l'un des éléments importants de la nouvelle stratégie mondiale de l'impérialisme en Afrique du Sud. En témoigne le fait que l'Allemagne de l'Ouest est aujourd'hui le premier partenaire commercial de l'Afrique du Sud (si l'on ne tient pas compte du commerce de l'or).

### Pour un boycott international

En dépit de la capitulation diplomatique de Kaunda, Nyerere et Mobutu, et malgré les manœuvres des Neto et Machel, la lutte acharnée engagée de l'intérieur et de l'extérieur contre le régime rhodésien affaiblit la position de Vorster en Afrique du Sud. Les maîtres impérialistes de la "race des seigneurs" feront tout pour faire accepter une "solution pacifique" au régime rhodésien de Ian Smith, afin de protéger la frontière Nord du bastion occidental blanc en Afrique du Sud. De toute façon, la crise rhodésienne contribuera à intensifier la lutte des non-européens d'Afrique du Sud. Pourtant, les opprimés non-européens ont à surmonter de terribles difficultés, bien plus grandes que celles qu'affrontèrent les révolutionnaires vietnamiens, car l'enjeu politique et économique est encore plus important, pour l'impérialisme, en Afrique du Sud qu'il ne l'était en Indochine. L'entrée en scène du prolétariat des USA et des pays du Marché Commun dans la lutte contre l'apartheid constituerait un soutien énorme au prolétariat sud-africain. En fait, la révolution sud-africaine se trouverait incapable, à long terme, de remporter la victoire sans la solidarité active du prolétariat des Etats impérialistes et sans un mouvement de masse contre l'intervention impérialiste.

Les travailleurs de l'aéroport de Rome ont déjà décidé un boycott de 24 heures des lignes aériennes sud-africaines (SAA). Des initiatives ont également été prises à Gènes, à Trieste et à Naples. Tout ceci, malgré ses limites, représente un pas dans la bonne direction. Ces actions ne s'attaquent pourtant pas à un aspect essentiel: la complicité directe du gouvernement italien avec le régime de l'apartheid. L'initiative des travailleurs de l'aéroport de Rome démontre la possibilité d'un boycott réel, par le prolétariat d'Europe occidentale, de tous les accords diplomatiques, militaires, financiers et commerciaux conclus entre l'impérialisme et l'Afrique du Sud. Voilà ce qui est indispensable pour les intérêts du prolétariat sud-africain, et du point de vue de l'internationalisme prolétarien en général.

16 septembre 1976

#### NOTE

(1) Ravensmead, Elsie's River, Athlone, Tiervlei, Bontheuvel, Bishop David, Grassy Park, Manenburg, Sherwood Park et Retreat.



## OU EN EST L'ANGOLA ?

ANGOLA

C. GABRIEL

Malgré une indépendance prononcée le 11 novembre 1975 par un MPLA soucieux de suivre à la lettre les Accords d'Alvor sur le processus de décolonisation, il aura fallu attendre le 27 mars 1976 pour que les troupes sud-africaines, vaincues militairement et politiquement, se retirent du territoire angolais. L'UNITA et le FNLA battus, il restait au MPLA un pays dévasté par la guerre, au terme d'une présence coloniale de plusieurs siècles. Les ponts détruits, les pistes coupées, les villages rasés, rendaient problématiques les échanges entre villes et campagnes. Avec l'arrêt des combats, le ravitaillement des centres urbains ne devenait pas forcément plus facile. La région de Huambo, traditionnellement qualifiée de "grenier" de l'Angola, avait joué depuis plusieurs mois un rôle de cave sordide de l'intervention impérialiste. Dans leur retrait, les Sud-africains et les militaires zaïrois auront emporté le cheptel, après avoir brûlé ce qui restait. Dans le Nord du pays, dans les régions tenues par le FNLA, mais aussi dans la capitale Luanda, il est encore difficile de trouver des produits de première nécessité. Au Sud, dans l'Huambo, ce sont au contraire les paysans qui n'arrivent pas à écouler leur petite production sur un marché rachitique et mal organisé.

C'est dans ce contexte de grave crise économique que la République Populaire d'Angola a été constituée. Crise d'autant plus ample que l'encadrement technique et administratif du pays est très fragile, après le départ massif des colons. La solidité de l'armée n'est pas beaucoup plus grande, si l'on considère que la présence d'environ dix mille soldats cubains reste nécessaire pour assurer la réorganisation des troupes angolaises (FAPLA), aussi bien que pour aider à celle de la police, des administrations et des entreprises.

Conscient de cette fragilité, le gouvernement de la RPA engagera très tôt la bataille diplomatique pour la reconnaissance du pays par les organismes internationaux susceptibles d'apporter une aide et de légitimer l'indépendance. Bien que non encore admise à l'ONU du fait d'un grotesque veto des USA, la RPA est membre titulaire de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), du Bureau International du Travail, de l'UNICEF, et accepte même la séduction de la très néo-coloniale Banque Africaine de Développement liée à la CEE.

### La politique économique

Le projet économique du MPLA s'est dessiné peu à peu, durant les mois qui suivirent le 25 avril 1974. Prolongeant la ligne politique nationaliste du mouvement, le gouvernement restera idéologiquement fidèle au programme défendu dans la lutte armée, à savoir la construction d'un Angola libre, dans le cadre d'une économie nationale indépendante. Point de rupture avec les lois du marché impérialiste, mais vœux de contrôler soi-même les rouages de son économie et de décider de sa politique. La phraséologie du régime, même si elle utilise largement un vocabulaire marxisant, reflète sans aucun doute l'influence de la "voie algérienne".

Ainsi, l'économie angolaise peut être analysée, pour la démonstration, selon trois niveaux.

Les secteurs économiques contrôlés de tout temps par des capitaux impérialistes non portugais et qui rapportaient à l'Angola la quasi-totalité de ses devises restent aux mains de leurs propriétaires. C'est le cas de la Cabinda Gulf Oil, qui demeure en place au Cabinda et verse des royalties au gouvernement, sans que nous

ne puissions rien savoir sur une éventuelle renégociation des contrats. La Diamang, aux mains des Anglo-saxons et des Sud-africains, maintient ses activités. Krupp et ses acolytes gardent les mines de fer de Benguela, malgré leur inactivité actuelle. Seul le Chemin de Fer de Benguela passe aux mains de l'Etat et devient l'enjeu de négociations avec les Etats zairois et zambien, pour le passage de leurs ressources minières.

Ressources spécifiques, le café, le coton, le sisal et autres cultures d'exportation sont contrôlées grâce à la nationalisation du commerce et des échanges, certaines grandes plantations abandonnées étant d'autre part, actuellement, sous contrôle administratif.

Les secteurs industriels traditionnellement portugais ont été nationalisés, y compris la Textang, sous la pression conjuguée des travailleurs, du projet économique officiel et du départ des colons (1). Le MPLA veut par là assurer son pouvoir économique, en maîtrisant tout le secteur tourné vers le marché intérieur, et en lui faisant assumer les premiers pas d'une politique d'investissements et d'industrialisation. C'est là que prend corps le projet de capitalisme d'Etat.

Enfin, sans grande différence avec ce que nous avons connu quinze ans auparavant dans d'autres pays africains, il reste un secteur, quelque peu misérable, ouvert à l'entreprise privée nationale : le petit et moyen commerce, le tourisme, des marchés noirs divers...

Le développement du secteur intermédiaire va faire l'objet des plus grandes attentions de la part du gouvernement. C'est par lui qu'il gagnera en crédibilité, y compris dans les cercles impérialistes, et c'est grâce à lui qu'il pourra donner un semblant d'existence, durant quelque temps, à son projet de "poder popular".

## **Autoritarisme et répression**

Les derniers mois de la lutte ont démontré, même aux plus enthousiastes, que le MPLA, en tant que mouvement nationaliste radical, ne briserait pas les lois traditionnelles du paternalisme et du dirigisme envers les masses. Que celles-ci se soient rassemblées derrière son drapeau face à la réaction, au terme d'un processus historique complexe, a certes confirmé que les diverses forces politiques en présence représentaient des enjeux historiques différents. Mais cela ne pouvait évidemment pas suffire à garantir une quelconque voie anti-capitaliste du MPLA.

Dès novembre 1975, la direction s'attaquera frontalement à ce qui avait été, jusque dans les rangs du mouvement, l'aile marchante des Comités de quartiers de Luanda, à savoir les militants des Comités Amilcar Cabral. Il n'y aura de cesse, dans la presse et à la radio, pour les mises en garde contre les "gauchistes", les "in-

filtrés"... Des militants seront jetés en prison, beaucoup seront l'objet d'intimidations, sans qu'à aucun moment il ne soit donné la possibilité au mouvement populaire de connaître et de débattre des divergences. Les dirigeants ne cacheront jamais, dans leurs discours, que le MPLA "dirige l'Etat", et que toute attaque contre le mouvement est une atteinte à l'unité du peuple angolais. C'est là une bien traditionnelle rhétorique nationaliste.



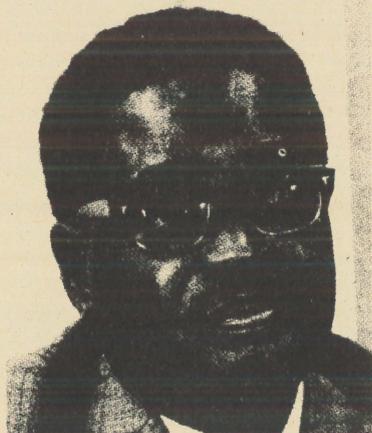
NETO

En octobre 1975, une fraction de ces Comités Amilcar Cabral s'était regroupée, dans la clandestinité, pour créer l'Organisation Communiste Angolaise. Mais ce projet n'avait de séduisant que le nom. Ces militants, après une période d'entrisme dans le MPLA, apportèrent leur crédit à la direction et se mirent à dénoncer l'influence du social-impérialisme soviétique, en appelant à son boycott. L'irresponsabilité maoïste de ce virage à 180 degrés aidera évidemment le projet répressif de Neto et Lucio Lara. L'OCA sera peu à peu débusquée et fortement affaiblie par des arrestations à Luanda, Malange et Lobito. Le régime profitera des contacts entre l'OCA et des éléments d'une ancienne tendance du MPLA, datant de son second congrès, "Révolte Active", pour faire l'amalgame des deux. Il imposera à chacun des anciens membres de cette tendance une auto-critique personnelle, avant qu'ils ne puissent réintégrer le mouvement et même trouver du travail dans le secteur d'Etat ou l'administration. Il semble que nombre d'entre eux n'accepteront pas cette humiliation.

Puis viendra le tour des anciens des comités Henda, comme leur dirigeant Betigno, qui disposait de responsabilités dans l'appareil du mouvement. Très certainement "lâchés" par une fraction du mouvement, ils perdront leur émission de radio fort populaire parce qu'antibureaucratique, "Quédia Baguela". Il s'ensuivra une tentative de manifestation à Luanda, dont parlera la presse internationale. Cet affront entraînera une nouvelle volée d'arrestations. Betigno ne pourra plus travailler à la radio et perdra toute possibilité d'embauche dans le secteur d'Etat.

Faudrait-il fermer les yeux sur cette répression, sous prétexte qu'elle s'exerce sur une opposition à un très respectable mouvement progressiste anti-impérialiste ? C'est bien là une question que semblent s'être posés de nombreux militants, dont le soutien avait été dénué de toute critique durant la lutte pour l'indépendance. Le choix du silence, pour "ne pas affaiblir le camp anti-impérialiste" aura été le triste raisonnement de certains, comme le PSU ou Révolution en France.

La meilleure réponse sera fournie par le mouvement de masse lui-même. Cette répression ne visait pas uniquement quelques "gauchistes" mais devait servir à reprendre en main les Comités de quartier, à les mettre à la botte du MPLA. C'est ainsi qu'après une série de tractations entre fractions, au sein du Bureau Politique, il fut décidé d'élire officiellement des dirigeants de Comités de quartiers, à Luanda, en juin dernier. La campagne rappellera soigneusement, mêlant anciens de la Pide et "gauchistes", qu'il faut dénoncer les infiltrés. Une commission du MPLA proposera, par quartier, une liste unique de candidats. Les mieux classés à l'issue du scrutin seront titulaires, les derniers suppléants ! Le curriculum vitae des candidats est rigoureusement apolitique, l'interdiction de vote pour les infiltrés est confirmée, notamment pour les anciens membres des Comités Amilcar Cabral et de Révolte Active... Quel fut le résultat de cette consultation hautement représentative du "poder popular" ? Il y aura 10 % de votants !!!



AGOSTINHO NETO

Le mouvement urbain, celui qui aura fait gagner le MPLA, celui qui aura permis à l'Afrique sa meilleure expérience de lutte, se voit confiné à ce triste dimanche d'élections, où même le quartier des bureaucrates et des cadres du mouvement ne fera pas un meilleur score.

"Qu'importent ces comités, dira Lucio Lara à son adversaire Nito Alves, c'est par le MPLA que nous construirons l'Etat". Dans les usines,

les comités de gestion s'organisent selon des règles complexes d'élections et de responsabilisation. De toute manière, des éléments nommés par le MPLA y jouent un rôle central, et ce d'autant plus facilement qu'il s'agit "d'appliquer la politique du MPLA". Ce dernier pourrait donc rapidement s'affirmer comme la colonne vertébrale de la vie administrative du pays, notamment grâce à ses Groupes d'Action, son armée (les FAPLA), l'Organisation de Défense Populaire et la DISA (police politique).

L'autoritarisme s'est substitué aux rapports de force anciens entre le MPLA et les travailleurs. La campagne pour la récolte du café et du coton, sorte de mini-zafra (2) suscite un tel "enthousiasme" que les désœuvrés des villes sont parfois envoyés dans le Nord pour travailler, sans autre forme de procès, afin de pallier le manque de main-d'œuvre. Dans le passé, les Portugais occupaient dans leurs plantations des gens venus du Sud. Depuis l'Indépendance, ces populations ont compris leur droit de ne plus émigrer pour vendre leur force de travail.

## L'Etat prend forme

L'indépendance acquise, la direction nationaliste du MPLA monopolisa le pouvoir. Le gouvernement sera issu d'une réunion du Bureau Politique, et le Comité Central ne sera plus convoqué après l'indépendance. Neto devient Président de la République, en plus de son poste de président du MPLA. Donnant donnant, le groupe de Lucio Lara obtiendra, pour celui-ci, le secrétariat du BP du MPLA, c'est-à-dire le second poste dans la hiérarchie du pays, au-dessus du Premier Ministre. Tout le reste sera à l'avenant, pour Nito Alves, pour Iko Carera (3), pour les ministères, les postes clé, etc. La tension entre clans pour le partage du pouvoir est parfois sérieuse. On parle quelques fois de remaniements ministériels, mais on ne sait pas où en est le projet de transformer le MPLA en parti. Les uns parlent d'alliance ouvrière et paysanne, alors que d'autres, sans doute plus prudents, préfèrent la formule de front anti-impérialiste des ouvriers, paysans, petits-bourgeois et bourgeois patriotes. Rien de bien décisif cependant. Les uns et les autres débattent de diverses solutions institutionnelles pour un même Etat, dont les formes et le fonctionnement ont toujours été bourgeois. Que ce soient des couches petites-bourgeoises nationalistes qui, aujourd'hui, en ont le contrôle, ne change rien à cette évidence politique et sociale.

Dès lors, le pouvoir politique offre des cumuls de responsabilités et de prébendes. Un certain Bires est non seulement directeur du cabinet du ministre des Affaires Etrangères, mais également juge et professeur. Situation analogue pour le Procureur de la République, Manuel Rui Monteiro. Escorcio, chef du protocole à la Présidence n'est-il pas, lui, propriétaire du grand restaurant de Luanda, "Panque" ("la Bouffe") ?

De plus, Neto crie au manque de cadres, pour justifier les restrictions imposées à la population, mais interdit par ailleurs l'engagement de cadres angolais dans le secteur public qui ont commis l'affront de ne plus être d'accord avec la direction du MPLA. Certains de ceux-ci sont même détenus sans procès au camp de Sapu.



LUCIO LARA

Le régime juge des mercenaires impérialistes, fusille quelques-uns de ces chiens de guerre, intervient pour stopper les exactions de certains soldats des FAPLA envers les populations.

Mais il se tait sur le fait que des militants qui ont combattu la réaction en animant des comités sont arrêtés et maintenus en prison sans procès.

Il n'y a plus dans le MPLA de forces capables de combattre le virage droitier en cours, mais il est néanmoins probable que de nouvelles crises éclateront au sein du régime, entre les diverses fractions. Sans qu'il soit possible de dire aujourd'hui quels en seront les enjeux économiques, tant vis-à-vis du secteur d'Etat que des relations avec l'Impérialisme, on peut affirmer que le partage du pouvoir entre ces fractions provoquera inévitablement des divergences sur la manière de construire l'Etat angolais et de stabiliser sa direction.

## Les Cubains

Sans la présence cubaine dans les administrations, les hôpitaux, les casernes..., la désorganisation serait telle que le MPLA aurait beaucoup plus de difficultés à stabiliser son autorité dans les villes. Castro annonce le départ de ses troupes, certes, mais certains indices laissent croire que le gros de cette présence subsistera encore, même s'il faut procéder au remplacement des effectifs. Cette présence n'est pas seulement nécessaire pour la période de "recons-

truction nationale". Il reste des poches de résistance de l'UNITA, et le FNLA lui-même parle de reprendre la lutte armée. Dernièrement, le MPLA a reconnu publiquement ces faits, en dénonçant l'infiltration de mercenaires par le Zaïre. En fait, en se repliant, les Sud-africains ont mis en place sur la frontière namibienne, une bande de no-man's land de 70 kilomètres de large, en déplaçant les populations avec les méthodes qu'on leur connaît. C'est sans doute là qu'existent des "sanctuaires" de l'UNITA. A l'intérieur, dans le Sud, des poches ont pu se recréer. En juin, les FAPLA et les Cubains ont pris une base à Cagombe, où l'on découvrit une petite piste d'atterrissage, sans doute utilisée par les Sud-africains pour apporter de l'aide. Actuellement, les FAPLA et les Cubains cherchent à encercler ces poches, où pourrait se cacher Savimbi, pour mettre un terme aux embuscades tendues par l'UNITA.



La mainmise bureaucratique du MPLA sur l'appareil d'Etat et la concurrence entre cliques favorisent le vocabulaire péremptoire et tranchant des idéologues de la presse officielle. Une bonne dose de verbiage marxiste, le rituel classique des remerciements à Cuba et à l'URSS, voilà la meilleure recette pour cautionner les appels à la discipline et au travail. Qui douterait dès lors du socialisme du docteur Neto ?

Répression et autoritarisme sont devenus, en quelques mois d'existence de la République Populaire d'Angola, le revers du processus social en cours. L'alliance sociale conflictuelle nouée dans la lutte d'indépendance, contre la réaction impérialiste, est rompue : le mouvement de masse a actuellement perdu la bataille contre l'affairisme et le bureaucratisme galopant des cliques au pouvoir. Tout cela était prévisible. Il reste plus compliqué à définir les voies de formation d'une opposition au régime. La bataille pour les libertés démocratiques sera la préoccupation centrale. Surgira-t-elle spontanément, à l'occasion d'une grève ouvrière, ou sera-t-elle le produit de l'écœurement de certains cadres intermédiaires du MPLA et de l'administration ? Le pronostic est bien difficile.

12.7.1976

## NOTES :

- (1) Notamment les secteurs de la pêche, du textile, des boissons et des conserves. Certaines entreprises n'ont pas repris leurs activités; d'autres fonctionnent à 25 % de leurs capacités.
- (2) Référence à la campagne pour les 10 millions de tonnes de sucre, lancée à Cuba en 1970.
- (3) Nito Alves est ministre de l'Intérieur et plutôt favorable à un verbiage "de gauche" vis-à-vis du "poder popular". Iko Carera est ministre de la Défense.

# lettre de prisonniers politiques espagnols

Nous publions un extrait d'une information donnée par les prisonniers politiques de la prison de Puerto de Santa Maria qui subissent, de toute évidence, une détérioration dramatique de leurs conditions de vie. Cela se produit du reste dans toutes les prisons d'Etat, où croupissent toujours plus de 300 révolutionnaires, parmi lesquels quinze militants de la LCR-ETA(VI). Dans cette prison, il y a 22 prisonniers politiques, dont 21 sont basques et plusieurs militants de la LCR-ETA(VI), ainsi que quelques-uns des prisonniers qui s'évadèrent du pénitencier de Segovia.

"(...) Il n'y a qu'un seul journal à disposition, le "Diario de Cádiz", dont les nouvelles politiques sont généralement découpées (massacre de Victoria, manifestations lors de la mort d'Ulrike Meinhoff)... La Direction Générale des Institutions Pénitentiaires (DGIP) a publié une circulaire interdisant la présence de certaines revues (Triunfo, Cuadernos, Mundo). Toutes les autres revues du même type (Posible, Cambio, etc.) furent interdites à leur tour. (...) Notre seule source d'information demeure le téléjournal de 21 heures. Cela signifie que nous manquons pratiquement de toute information. (...) Il existe un index des livres interdits, parmi lesquels figurent des oeuvres comme "Cent ans de solitude" ou "Je crois en l'espoir". Le responsable de la prison chargé de la censure applique des critères extrêmement sévères.

(...) C'est une des prisons les plus dures de l'Etat. Nous ne pouvons pas quitter le département cellulaire de la prison. Nous n'avons qu'une seule cour de 20 mètres sur 40. On nous interdit l'accès à d'autres lieux de la prison, tels que la bibliothèque ou les installations sportives. (...) Nous vivons dans des cellules déplorables, pour ce qui est des conditions d'hygiène. Elles mesurent deux mètres sur trois. Avec des sanitaires hors d'usage, la très forte humidité fait que la plupart d'entre nous souffrons de lumbago, de rhumatismes, etc. Il y a des punaises partout, des rats qui remontent par les WC. Nous ne disposons que d'une seule douche pour 22 prisonniers. On nous impose une heure d'étude que l'on subit comme des automates. (...) La nourriture est en général immangeable et insuffisante; c'est à peine si nous y touchons. Pour vivre, nous comptons sur ce que nous envoient nos familles. (...) Les soins médicaux sont insuffisants. Nous avons peur en pensant au cas où l'un d'entre nous devrait, un jour, subir une intervention chirurgicale urgente dans un hôpital, en pensant au retard inévitable que prendrait sa sortie de prison. (...) Nous sommes l'objet d'une persécution politique continue, de provocations sans fins de la part du personnel. (...) Mis à part les deux derniers arrivés, nous avons tous été mis au secret au cours des derniers mois, pour 300, 121, 105 jours, etc. La cellule de secret et complètement vide.

On lui retire même le matelas, de sorte que durant la journée il ne reste, pour s'asseoir, que le sol ou la planche en fer qui sert de lit. Cela provoque, dès le deuxième jour, de fortes douleurs au dos. Se coucher sur le sol ou sur la planche, de jour, est punissable. Manger est très pénible, parce qu'il faut poser l'assiette sur le sol, ou alors la tenir d'une main et manger de l'autre. Seul service : une cuiller. Il est interdit de parler, de regarder par la fenêtre, et quand s'ouvre la porte, il faut se serrer contre la paroi du fond. On ne peut faire que trois pas dans la même direction. Le matelas est enlevé à la diane, et il faut le reprendre pour la nuit. (...) On ne nous laisse pas de montre, pour que l'on perde la notion du temps (on nous a pris tous les objets personnels, y compris les lunettes). Absolument tout est conçu comme une torture physique et psychique. Physique parce que, quelques jours après être entrés dans la cellule, on perd l'appétit; on nous donne de la très mauvaise nourriture, en petite quantité; nos muscles faiblissent par manque d'exercice; on ne peut pas faire de gymnastique, parce qu'il est impossible de se laver. On ne bouge presque pas, pour ne pas attraper le vertige. Tout le corps est courbaturé et endolori. Nous souffrons tous d'insomnie et ne pouvons dormir plus de quelques heures, de manière très agitée. Torture psychique, parce que la persécution constante et l'isolement total provoquent une multitude de malaises et une situation de tension, d'anxiété et d'angoisse continue. (...) On ne peut dénoncer au juge l'existence de telles cellules, parce qu'on nous interdit l'utilisation de papier et de stylo. (...) En plus de cela, la police persécute les familles, notant leurs maisons et menaçant les personnes qui les aident.

(...) Nous avons le "droit" d'écrire deux fois par semaine, à notre famille exclusivement, en gros caractères, sur une seule face d'une feuille de papier. Nous ne pouvons traiter que de "thèmes familiaux". (...) Nous avons le droit à six conversations de 20 minutes par mois (suspendues lorsqu'on est au secret). Nous parlons à travers une vitre sans orifices, ce qui nous oblige à crier pour être entendus. On ne peut parler que de la famille, sinon la conversation est interrompue. Les Basques ne peuvent utiliser leur langue. (...) En aucun cas il est permis d'embrasser nos femmes. (...) "Moi, je sais comment résoudre le problème basque : en les exterminant tous"; "aujourd'hui je suis chaud, et je suis prêt à en liquider quelques-uns"; "je ne comprends pas qu'on leur autorise des visites". Voilà les commentaires que font les gardiens. Ils nous considèrent comme des animaux qu'il faut persécuter et exterminer; (...) Nous sommes entourés de mouchards qui sont excités contre nous et sont récompensés pour participer à la répression. (...) On ne nous permet pas de parler avec les prisonniers de droit commun. Si nous le faisons, nous sommes punis".



# QUELS CHOIX POUR LA RESISTANCE PALESTINIENNE ?

**LIBAN**

**SELIM ACCAOUI**

Après 16 mois de batailles acharnées, la situation est mûre pour la réalisation d'une paix réactionnaire. Les régimes arabes multiplient les démarches diplomatiques et les pressions politiques qui leur permettront de cueillir les fruits de leur complot militaire perpétré contre la Résistance palestinienne et la gauche libanaise depuis huit mois.

Aucun des objectifs de la première guerre civile (avril 1975-janvier 1976) n'avait été atteint : la Résistance était sortie de l'épreuve plus puissante que par le passé; elle avait le contrôle absolu, non seulement des camps palestiniens, mais aussi d'un bon nombre de quartiers libanais. D'autre part, à la place d'un régime militaire qui cherchait à instaurer la droite chrétienne, c'était l'armée libanaise qui s'effritait sous le poids des dissensions confessionnelles, et l'Etat libanais qui se désagrégeait.

Cette guerre, dont le principal objectif était de réduire militairement (et par là politiquement) la Résistance palestinienne, pour faciliter la réalisation de plusieurs accords partiels entre Israël et les régimes arabes a, par son échec, ouvert la voie à une autre guerre; celle de la mise au pas de l'OLP par les régimes arabes. Les divergences qui apparaissaient secondaires la veille, entre les directions palestiniennes et le régime syrien, ont subitement pris la première place. La Syrie, qui cherche à réaliser un accord global pour la crise du Proche-Orient, propose la mise sur pied d'une confédération syro-jordano-palestinienne comme solution au "problème palestinien", et exige une adhésion, ou plutôt une obéissance totale de la direction de l'OLP. Les quatre derniers mois

de la guerre civile peuvent être caractérisés comme une période de lutte acharnée de la Résistance, aux niveaux militaire et politique, pour conserver son autonomie par rapport aux régimes arabes.

Au cours des dernières semaines, l'étau s'est considérablement resserré. Aux yeux de la direction de l'OLP, la seule possibilité de se dégager de l'étouffement est d'accepter des compromis. Depuis la chute du camp palestinien de Tell el Zaatar, le 12 août dernier, les combats militaires et les tractations politiques tournent autour de l'importance et du poids de ce compromis.

## Le revirement de la situation

Après la série de succès militaires remportés au cours de l'offensive du mois de mars 1976, le vent a tourné pour le camp palestino-progressiste, depuis le dernier sommet quadripartite arabe qui s'est tenu le 23 juin dernier à Ryad, et qui a regroupé la Syrie, l'Egypte, le Koweït et l'Arabie Saoudite. Ce qui rassurait quelque peu les dirigeants palestiniens avant ce sommet, c'était l'isolement relatif du régime syrien, que ce soit sur le plan interne ou surtout sur le plan arabe, dans la mesure où il menait seul son offensive réactionnaire et que les bourgeoisies arabes avaient jusque là adopté une position de "neutralité" dans le conflit. Avec ce sommet, les rapports de force seront totalement renversés. A partir du 23 juin, l'isolement sera le lot de la Résistance palestinienne et de ses alliés libanais. Il est probable que la réaction saoudienne ait déjà décidé de

soutenir politiquement et financièrement la croisade syrienne avant cette date, mais c'est le 23 juin que les données deviennent absolument claires : les régimes arabes, dans leur majorité, appuieront par tous les moyens nécessaires l'œuvre de pacification entreprise par le dévoué régime syrien au Liban. Si le président syrien, Hafez el Assad, quitte Ryad rasséréiné, la résistance palestinienne et la gauche libanaise font la triste découverte que le rapport de forces militaire sur le terrain ne pèse plus grand chose dans la balance; totalement isolées politiquement, dépendantes en premier lieu du soutien actif des régimes arabes, ces forces ne pouvaient renverser la situation rien qu'en remportant de nouvelles victoires militaires, d'autant plus qu'il devenait de plus en plus difficile d'effectuer de nouvelles percées, étant donné la force d'impact investie par le régime syrien contre les forces anti-réactionnaires.

La tactique qui sera adoptée par la direction de la Résistance, après le 23 juin, sera de résister sur le terrain, sans occuper de nouveaux secteurs, d'intensifier les démarches politiques et les appels publics pour "convaincre" l'Arabie Saoudite et d'autres régimes arabes d'adopter une attitude moins "négative". Pendant le dernier mois de résistance de Tell el Zaatar, alors que les combattants du camp menaient une lutte acharnée, aucune offensive de quelque envergure n'a été menée par la Résistance ou par la gauche pour réduire la pression militaire sur le camp. Le leader de l'OLP, Yasser Arafat, refusait de prendre n'importe quelle mesure qui couperait définitivement les ponts avec les bourgeoisies de la région. Il a préféré adresser des appels aux "différents rois et gouvernements arabes", leur demandant d'intervenir pour mettre fin à l'effusion de sang palestinien au Liban. Cette politique a eu l'effet exactement contraire à celui espéré par les directions palestiniennes: l'intervention des régimes arabes s'est évidemment faite dans un sens contraire aux intérêts palestiniens, et la pression militaire des troupes syriennes et des forces réactionnaires libanaises n'a fait que s'accroître.

Aujourd'hui, la situation militaire est extrêmement défavorable à la Résistance et à la gauche. Toutes les enclaves côtières musulmanes ou palestiniennes dans les régions chrétiennes sont maintenant tombées. La ville de Tripoli, au nord du pays, est totalement encerclée, alors qu'un blocus maritime lui est imposé par la flotte militaire syrienne. Un blocus similaire est imposé aux ports de Saïda et de Tyr au sud du Liban par la flotte israélienne, ce qui ne laisse aucune possibilité aux forces anti-réactionnaires de communiquer avec l'extérieur.

Les seuls secteurs en zone chrétienne encore occupés par les combattants palestino-progressistes se réduisent à quelques villages du Mont-Liban. Des pressions militaires et politiques ont été exercées pour que ces régions soient évacuées dans les plus brefs délais.

Mais le plus grave de la situation reste le comportement des habitants des quartiers musulmans de la capitale. Des milliers de familles ont fui Beyrouth au cours des deux derniers mois. La zone populaire de Chyah, qui regroupait environ cent mille habitants avant la guerre civile, ne comprend aujourd'hui presque plus de population civile. Cet exode massif est dû bien sûr au chômage, à l'état d'insécurité qui règne à Beyrouth, mais aussi à la dépolitisation croissante de la population, résultat d'une vision militariste de la guerre civile par les directions palestiniennes et libanaises. Avec l'exode, les forces anti-réactionnaires ne perdent pas seulement un soutien direct dont elles ont le plus urgemment besoin; généralement, les habitants qui fuient les zones des combats délaissent totalement la cause qu'ils avaient soutenue jusque là et n'aspirent plus qu'au rétablissement de la paix, et ce, à n'importe quel prix. Cet état des choses est aggravé par l'état de privation incroyable de ces secteurs, alors que les régions chrétiennes, en contact avec l'extérieur, reçoivent aujourd'hui tous les produits de première nécessité, à des prix relativement abordables.

## Un accord est-il possible ?

Après avoir espéré un retrait pur et simple des troupes syriennes du Liban, après avoir essayé de gagner du temps dans l'espoir d'un revirement arabe, les directions palestiniennes ont finalement été acculées à accepter le principe des compromis de fond avec le régime syrien. Ce que réclame ce dernier, c'est ni plus ni moins la reconnaissance, par la Résistance palestinienne, de la légitimité de la présence des troupes syriennes au Liban, une démilitarisation relative des camps palestiniens au Liban, un droit de contrôle de l'Etat libanais, et la sempiternelle non-ingérence des Palestiniens dans les affaires de l'Etat libanais. Tous ces points sont cités dans l'accord signé entre le régime syrien et la direction de l'OLP, le 29 juillet dernier à Damas. Cet accord, qui comporte aussi des clauses concernant l'application d'un cessez-le-feu au Liban, n'a pas encore été traduit dans les faits. Assad a lancé un ultimatum à la Résistance, lui demandant d'accepter un accord avec la droite chrétienne avant le 5 septembre, faute de quoi les troupes syriennes mèneraient une nouvelle offensive, plus dure que les précédentes, et imposeraient la paix (sic) sur tout le Liban. Depuis, Assad a répété à plusieurs reprises cet ultimatum. Au-delà de la fanfaronnade, la menace est claire. Le bâton syrien n'est pas prêt à se ranger tant que les directions palestiniennes n'ont pas accepté de se soumettre totalement à la volonté syrienne.

A la suite de la chute du camp de Tell el Zaatar, des négociations bilatérales ont eu lieu entre la direction du Fatah et le parti phalangiste. L'OLP a aussi approuvé l'appel à la réunion d'un sommet arabe pour "examiner la situation au Liban".

Aux dernières nouvelles, les Palestiniens seraient prêts à se retirer des zones occupées de la montagne libanaise, "si ce pas garantit la paix au Liban".

Pourquoi un accord tarde-t-il à être appliqué au Liban ? La droite chrétienne, forte de ses derniers succès, cherche évidemment à renforcer son avantage. Mais les plus grandes entraves viennent du camp palestino-progressiste lui-même.

Les directions palestiniennes n'ont toujours pas éliminé la possibilité d'un assouplissement des conditions syriennes et tentent pour cela de repousser les échéances le plus tard possible. Mais surtout, elles doivent faire face à une forte opposition des bases, indépendamment de la nature des organisations palestiniennes; ces bases n'ont rien à gagner à de pareils accords, et elles sont en droit de se demander à quoi ont servi les longs mois de résistance farouche et de privations. D'ores et déjà, l'accord du 29 juillet s'est heurté à de très fortes critiques de la part de la base même du Fatah. Certaines rumeurs font état de divergences au sein de la direction du Fatah; en fait, c'est une véritable redistribution des rôles qui s'est déroulée récemment au sein de cette direction, dans le but de brouiller les cartes et de leurrer les combattants palestiniens sur ses véritables intentions. Ainsi, au moment où deux membres du Comité Central du Fatah se réunissaient avec les phalangistes, l'un des leaders de l'organisation, Abou Ayad, faisait une déclaration fracassante



attaquant non seulement la Syrie, mais tous les régimes arabes sans exception. Mais le temps n'est plus où ce genre de manœuvres pouvait réussir. Il ne fait pas de doute que le contenu du futur accord sur la crise au Liban sera tenu absolument secret pour les masses libanaises et palestiniennes. Seuls quelques points d'ordre général ou secondaire seront publiés.

Cependant, les directions palestiniennes doivent aussi faire face à une forte pression de la part de leurs alliés libanais, qui eux, ont tout à perdre dans un accord réalisé dans les circonstances actuelles. Le régime syrien, les autres régimes arabes et la droite chrétienne libanaise refusent de négocier avec la gauche libanaise, et estiment que les représentants valables des régions non contrôlées par les forces réactionnaires chrétiennes sont uniquement les leaders traditionnels de la bourgeoisie sunnite et chiite. Non seulement la gauche ne sera pas là au moment de la réalisation des accords, mais elle risque fort d'être directement réprimée, étant donné qu'aucune garantie n'a été ou ne sera donnée sur la non-répression des militants de gauche, ou de la possibilité pour ces militants de s'exprimer dans le futur. La paix syrienne qui se profile à l'horizon ne comportera aucune place pour la liberté d'expression ou d'action politique oppositionnelle au nouveau régime. La gauche appréhende aujourd'hui un "lâchage" de la part de la direction de l'OLP. Militairement, elle ne peut rien à elle seule, étant extrêmement dépendante pour tout ce qui concerne les armes de gros calibre et les munitions. Le jour où les directions palestiniennes décideront de réaliser un accord et d'arrêter les combats et les bombardements, la gauche ne pourra que suivre le mouvement.

De toute manière, il est à craindre que les arguments de la gauche ne pèsent pas lourd dans la balance, le jour où la direction de l'OLP décidera de faire la paix avec la Syrie. L'affaiblissement de la gauche, que ce soit sur le plan militaire ou politique, ne fera qu'isoler encore plus la Résistance palestinienne et la rendre encore plus vulnérable aux attaques et aux pressions des bourgeoisies arabes.

Le régime syrien ne reculera pas, tant qu'il n'aura pas réalisé ses objectifs réactionnaires au Liban. Vu les rapports de forces actuels à l'échelle arabe, il semble bien près d'y parvenir.

## Quel avenir pour la Résistance palestinienne ?

La direction de l'OLP a-t-elle le choix entre la capitulation et une autre politique ? Dès le début du siège de Tell el Zaatar, lorsque l'entente syro-arabe était apparue clairement, Abou Ayad avait fait une déclaration publique menaçant les régimes arabes de riposte palestinienne à l'échelle arabe. Abou Ayad avait entre autres prédit que les mouvements de masses agiraient et isoleraient les régimes s'attaquant d'une manière ou d'une autre aux intérêts palestiniens.

Effectivement, au point où en était la guerre civile au Liban, la seule possibilité pour la Résistance palestinienne, comme pour la gauche

libanaise, de sortir de l'étouffement serait de développer un mouvement populaire de lutte dans tous les pays arabes.

La grande difficulté de réaliser cette tâche aujourd'hui réside dans la quasi-impossibilité d'existence de larges mouvements de solidarité, sans préparation aucune et d'une manière spontanée, dans des pays où la moindre manifestation oppositionnelle est féroce réprimée.

Malheureusement, la Résistance palestinienne est en train de payer aujourd'hui très chèrement sa conception erronée de la libération de la Palestine. Le palestino-centrisme, le refus de poser le problème de la libération nationale en termes de classes, le complexe de la "non-ingérence dans les affaires internes des pays arabes", le souci permanent des différentes organisations palestiniennes de développer des relations "fraternelles" et grassement monnayées avec les bourgeoisies arabes, plutôt que de se solidariser avec les mouvements et organisations luttant contre ces bourgeoisies, ont abouti à l'isolement progressif de la Résistance, jusqu'au jour où elle doit, seule, faire face à tous ses ennemis réunis.

La nature de classe des organisations palestiniennes et de leurs directions, l'existence d'une puissante bureaucratie au sein de ces organisations, la politique adoptée par les directions palestiniennes depuis le début, rendent très difficile un coup de barre radical, dans les conditions actuelles. A chaque fois que le mouvement de résistance subissait la contrainte d'un pays arabe, les leaders palestiniens faisaient jouer les contradictions entre les différents régimes et arrivaient ainsi à se dégager de l'impasse. En fait, ils se faufilaient entre les contradictions et ajournaient la question du choix crucial entre la lutte armée et ses implications d'une part, et les conséquences des rapports préférentiels établis avec les bourgeoisies arabes de l'autre. Le jour où les régimes arabes, passant par-dessus leurs contradictions et conflits, organisent la grande coalition pour mater la résistance palestinienne, les directions palestiniennes sont beaucoup plus préparées (par leur nature de classe, leurs intérêts directs et leur ligne politique) à accepter les implications de la nouvelle situation plutôt que de déclencher une lutte contre les régimes arabes, à laquelle elles ont toujours refusé de se préparer, et qui mettrait en cause, directement, non seulement leur ligne politique précédente, mais aussi les structures mêmes des organisations palestiniennes.

La direction officielle de la Résistance avait déjà franchi un pas décisif en acceptant le principe d'une solution pacifique avec l'Etat sioniste (qui avait eu pour effet la création d'un "Front du Refus" palestinien); maintenant, c'est une autre capitulation qui est exigée par les bourgeoisies arabes : l'inféodation totale de la politique de l'OLP aux intérêts directs des régimes bourgeois de la région.

Dans le cas où une paix syrienne est imposée au Liban, le clivage entre la direction officielle de l'OLP et le Front du Refus ne pourra avoir aucune implication substantielle. La mise au pas exigée par le régime syrien englobe toutes les organisations de résistance. Des précautions seront prises pour éviter toute velléité de ruer dans les brancards. Le Front du Refus, tout au long de la guerre civile, a été matériellement incapable de se démarquer, par une position politique ou des initiatives, des directions officielles de la Résistance. La structure fondamentale de toutes les organisations palestiniennes, leur degré de politisation, leur composition, sont sensiblement les mêmes. Une offensive ouverte contre le régime syrien ou contre la paix réactionnaire, de la part du Front Populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP - principale organisation du Front du Refus) par exemple, entraînerait une répression violente et une situation de clandestinité à laquelle cette organisation - de même que toutes les autres - est loin d'être préparée.

Il est hautement improbable qu'une paix soit établie dans les conditions actuelles sans qu'une forte opposition ne se manifeste au sein des mouvements palestiniens. Certaines directions (du Front du Refus) critiqueront probablement les termes de l'accord, mais la véritable opposition existera parmi les bases de toutes les organisations. Cette opposition, non structurée, éclatée, ne proposant aucune alternative d'engorgement, aura à faire face à des directions fortement structurées et possédant des moyens de "persuasion" non négligeables. Le point de force de cette opposition sera sa volonté de poursuivre la lutte en dépit de toutes les difficultés.

Cette opposition s'est déjà manifestée et se manifesterait encore plus à l'avenir, par des actions de plasticage et d'autres actes de représailles contre les régimes arabes. Cette voie ne pouvant en aucune manière constituer une porte de sortie de l'impasse, la nécessité de tirer un bilan de l'expérience passée et de poursuivre la lutte sur de nouvelles bases se posera de façon accrue.

Une victoire syrienne au Liban ne pourra signifier qu'un recul, non seulement des organisations opportunistes existantes, mais un recul du mouvement de masse dans son ensemble. Cependant, la crise des régimes arabes est aujourd'hui telle qu'il faut plus d'une guerre pour assurer la quiétude des bourgeoisies et de l'impérialisme. L'issue de la guerre au Liban, aussi défavorable soit-elle, ne sera en aucune façon catastrophique pour l'avenir de la révolution arabe. La lutte du peuple palestinien continuera à être à l'ordre du jour. Le jour reste proche où la révolution arabe se dégagera de la situation défensive dans laquelle elle est confinée depuis six ans.

# VERS DES LUTTES DE GRANDE AMPLEUR

TUNISIE

M. AZEZ & A. MALIK

Arrivé au pouvoir il y a 20 ans, le régime destourien, reposant essentiellement sur le rôle joué par le bonaparte tunisien Bourguiba, se voit de plus en plus confronté à une remontée impétueuse des luttes de la classe ouvrière tunisienne. Ainsi, "Le Monde" déclarait-il, en juillet dernier, que "désormais les grèves faisaient partie de la vie quotidienne".

Sous le coup des mobilisations ouvrières de mai et "l'agitation" dans les lycées et les facultés, le Comité Central du Parti Socialiste Destourien (PSD) affirma, en juillet, que "le droit de grève est garanti par la Constitution, lorsqu'elles sont légales (sic!)". Le 25 juillet, profitant de la "trêve estivale", la bourgeoisie tenta d'intimider les travailleurs, en condamnant à des peines allant de 3 mois à 3 ans d'emprisonnement, 12 grévistes de la mine de fer de Jérissa, parmi les 700 qui avaient participé à la grève des 16 et 17 juin. Elle croyait par là prévenir un automne chaud et empêcher les travailleurs tunisiens de se battre pour la satisfaction de leurs revendications. Ni cette répression, ni la déclaration du premier ministre Nouira à deux journalistes français, comme quoi "le parti unique est une nécessité historique", ne sauront empêcher le mouvement ouvrier de se doter des organisations aptes à lui permettre d'engager une bataille de grande ampleur contre ce régime qui, profitant de la guerre civile au Liban, aspire à devenir l'une des places financières clé du monde arabe, et surexploite les travailleurs tunisiens.

Commencée en 1881, la colonisation entreprise par la France s'achevait en 1956 par la proclamation de l'indépendance. Celle-ci entérinait à la fois l'impuissance de l'impérialisme français à mater le mouvement nationaliste dirigé par Bourguiba, et la volonté de diviser les luttes anti-colonialistes qui embrasaient tout le Maghreb, et développaient chez les peuples de la région la conscience d'appartenir à une même nation. En octroyant l'indépendance à la Tunisie, la France entendait bien, par le biais du néo-colonialisme, passer de la domination directe à la domination indirecte, grâce à la dépendance économique du nouvel Etat par rapport à la France.

L'une des caractéristiques fondamentales de la colonisation fut d'avoir interdit la formation d'une puissante classe bourgeoise locale, qui aurait pu prétendre directement au pouvoir, une fois l'indépendance octroyée. Une bourgeoisie terrienne et commerçante, faible et spéculatrice, s'était formée autour du projet de colonisation. Parallèlement, l'orientation des staliniens français et de leur pseudopode tunisien, le PCT, leur enleva toute prétention à une quelconque direction du mouvement émancipateur des masses. En effet, partant d'une analyse erronée de la question nationale, et se condamnant par là-même à rester dans le cadre de "l'Union Française", ils n'avaient pas voulu ou pas pu saisir la contradiction immédiate colonisés/colonisateurs.

Ces deux conditions historiques données, le vide créé par l'absence d'un pôle révolutionnaire capable de capter l'énergie débordante des masses et de les diriger sur le chemin de leur émancipation totale, propulsa l'équipe petite-bourgeoise du Néo-Destour sur les devants de la scène, lui permettant de prendre la tête du mouvement de libération. Le mot d'ordre d'indépendance qu'elle a su lancer au moment opportun, rallia autour d'elle aussi bien les travailleurs regroupés dans l'UGTT (1) et les masses déshéritées des campagnes que les couches petites-bourgeoises et les fractions de la bourgeoisie qui aspiraient à prendre le relais de la puissance coloniale, une fois le pacte néo-colonial signé.

La passation du pouvoir s'est faite (non sans heurts du reste), à l'équipe la mieux aguerrie, celle qui a pu montrer le plus de capacité à endiguer et à dompter le mouvement de masse, tout en s'appuyant sur ses mobilisations. Confrontée au problème du pouvoir, elle se devait de mettre sous sa botte les organisations de masse et œuvrer dans le sens des intérêts historiques de la bourgeoisie. Après avoir constaté l'échec d'une politique libérale tâtilonne, la direction nationaliste s'est résignée à entrer dans une phase de "collectivisation". L'ex-secrétaire de la centrale des travailleurs, Ben Salah, fut rappelé pour appliquer le projet de programme élaboré par l'UGTT, au lendemain de l'indépendance, en 1956. A l'époque, il avait été rejeté et condamné par la direction du Néo-Destour.

Restant dans le cadre néo-colonial, l'équipe des techno-bureaucrates formée autour de Ben Salah s'illusionnait sur les possibilités d'aménager le système de l'intérieur, par une réforme de plus en plus poussée des structures. Cette dernière devait toucher le commerce de gros et de détail, ainsi que le domaine agraire, afin d'en moderniser les structures et permettre une certaine accumulation du capital transférable dans le secteur industriel encore très embryonnaire. La dite expérience recevait l'appui de l'impérialisme américain (vers le milieu des années 60) ainsi que du Parti. La bourgeoisie financière adopta une attitude plus ou moins attentiste, dans la mesure où cette expérience ne lésait pas son régime de propriété privée. Elle a même pu en tirer profit, grâce à sa participation à la gestion des coopératives et grâce à la création d'un circuit parallèle initié par la BIRD et la Banque Centrale de Tunisie qui allait directement à l'encontre des initiatives des différents plans. Ben Salah crut qu'il suffisait d'un coup de pouce pour mettre hors d'état de nuire les gros propriétaires terriens, par la mise en coopérative forcée de leurs domaines, décidée en début de 1969, avec la bénédiction de Bourguiba.

La crise économique, la dégradation du niveau de vie des masses, la prolétarianisation de plus en plus poussée de la petite paysannerie et le mécontentement grandissant à la campagne devaient servir de tremplin à la bourgeoisie foncière et financière. Elle réagit violemment, entraînant derrière elle la masse des petits et moyens propriétaires, vu que leurs propres intérêts étaient également en jeu. La décision fut prise de briser net l'élan des coopératives. La forte concentration des terres et la prolétarianisation de nouvelles couches de petits paysans, conséquences logiques de "l'expérience" de Ben Salah, allaient s'accentuer davantage. La crise de septembre 1969 (quelques mois après que la décision fut prise de généraliser les coopératives à l'échelle du pays) eut pour conséquence immédiate l'éviction de Ben Salah du pouvoir, puis sa condamnation à 10 ans de travaux forcés, pour "haute trahison". Cette condamnation provoqua un flottement et un malaise à tous les niveaux, au sein de la couche dirigeante, qui apparaissait dans l'ensemble "homogène", depuis le Congrès de Bizerte de 1964, date à laquelle le Parti du Néo-Destour changea la couleur de ses habits, en devenant le Parti Socialiste Destourien.

Le tournant s'est traduit par le retour à une politique "libérale".

## **Du "Congrès du Destin" au "Congrès de la Clarté"**

Il fallait attendre le congrès du PSD, en 1971, baptisé "Congrès du Destin", pour voir se refléter de façon beaucoup plus nette les contra-

dictions sociales aiguës au sein du personnel politique. Une lutte de clans interbourgeoise va dorénavant s'ouvrir sur la manière de gérer l'Etat néo-colonial. Le congrès a mis à nu les contradictions au sein de l'appareil d'Etat/parti néo-destourien et a été marqué par la course à la succession.

Une opposition bourgeoise de type libéral commençait à se dessiner. L'essentiel de son offensive se concentrait sur des batailles de coulisse visant à un remodelage des normes établies au sein du Parti et de l'appareil d'Etat et à une certaine démocratisation des institutions. Une bataille allait être gagnée, à la faveur de la crise qui secouait le pays depuis 1969 et qui touchait de plein fouet l'instrument de domination bourgeois. Cependant, l'intervention directe du Bonaparte allait freiner l'élan pris par les "libéraux" pour rétablir un équilibre précaire jusqu'au "Congrès de la Clarté" en 1974, qui devait consacrer l'épuration du Parti, par l'élimination du clan libéral.

Sans base économique ni assise sociale, les "mestiristes" (2) ne pouvaient formuler de projet cohérent, se présenter comme pôle alternatif bourgeois à la politique de l'équipe actuellement au pouvoir. La faiblesse congénitale de la bourgeoisie locale, due à la faiblesse structurelle d'une économie dominée, ne peut que la reléguer à jouer un rôle d'intermédiaire entre un marché local exigu - où les survivances du mode de production précapitaliste restent encore vivaces - et le marché capitaliste mondial.

Après les différentes tentatives de réformes bourgeoises - faites à partir de plans improvisés - avortées sous Ben Salah, toute la politique de la classe dirigeante est faite de palliatifs et de substituts. En même temps, elle tente d'offrir quelques gages de bonne volonté aux classes moyennes (base sociale du régime), dont divers secteurs manifestent une certaine attitude de défiance face aux crises successives qui ont jeté un discrédit sur les capacités et la cohérence de l'équipe néo-destourienne au pouvoir. Condamnée à rester dans le giron de l'impérialisme, elle se devait de maintenir les portes grandes ouvertes aux capitaux étrangers, afin de glaner quelques miettes, d'essayer de minimiser l'ampleur d'un chômage croissant et d'affecter des capacités d'industrialisation à long terme... à partir de la sous-traitance et de "joint-ventures" !

C'est dans ce cadre que le code des investissements a été élaboré en 1969. En outre, la législation de 1972 crée l'Agence de Promotion des Investissements (1973) et prolonge le "code des investissements". Il s'agit en fait de codifier l'implantation d'entreprises impérialistes dans le pays, en créant un régime particulier comportant des avantages fiscaux, douaniers et de change. Cette loi, qui intéresse l'industrie ma-

nufacturière, comporte : une exonération totale des impôts sur le bénéfice pendant 10 ans, puis de 80 % sur les dix années suivantes; l'exemption de tous droits et taxes frappant l'importation de matières premières et d'équipement, ainsi que des taxes sur les chiffres d'affaires relatifs aux achats effectués dans le pays.

Les promoteurs d'une telle loi comparent avec orgueil la Tunisie à Singapour, à la Malaisie ou à l'Irlande, pays ayant déjà quelques longueurs d'avance en la matière : paradis fiscaux,



• **Habib Bourguiba**

main-d'œuvre qualifiée et abondante et salaires fort modérés. Cette politique en vigueur aujourd'hui peut être résumée par cet extrait d'une interview accordée en février 1974 par l'ex-ministre de l'Economie, Chadly Ayari, à la revue "Afrique Industrie" : "Pourquoi le textile en Tunisie : ce n'est pas parce que tout le monde en fait, mais parce que nous avons pensé que la matière première que nous pouvons produire n'est pas la laine ou le coton, mais la main-d'œuvre et le salaire... Cette main-d'œuvre et ce salaire sont à l'heure actuelle suffisamment compétitifs en Tunisie pour nous permettre de pouvoir produire du textile de bonne qualité et relativement bon marché" !

Cependant, et afin de parfaire ce paradis fiscal, la classe bourgeoise doit assurer aux impérialistes une paix sociale durable, afin de garantir leurs profits colossaux. Ainsi, parallèlement à la restructuration et à la modernisation des instruments répressifs (notamment la police et les bandes armées parallèles), le régime édicte de nouvelles lois qui se veulent des atouts importants de sa politique. Vers la fin des années 60, la classe dirigeante devait affronter la première vague de radicalisation, dans le milieu étudiant notamment, où l'impact direct de la Résistance palestinienne a influencé les formes d'apparition de la nouvelle extrême-gauche. Ces organisations furent visées en

premier lieu. Mais à mesure que le mécontentement s'élargit à d'autres couches sociales, notamment aux travailleurs, le régime doit faire face à un mouvement de masse plus menaçant. Il lui faut dès lors user de tous les moyens dont il dispose (la force physique et celle des lois) pour l'endiguer.

Dans le cadre de sa politique de "contrat de progrès" ou "contrat social", le gouvernement Nouira réunit les "partenaires" sociaux - syndicats patronaux (UTICA), Parti, centrale ouvrière (tenue en laisse par le Parti) - afin de mieux juguler l'effervescence du mouvement de masse. Au même moment de grandes grèves revendicatives furent lancées. Les travailleurs des secteurs les plus en pointe dans la lutte (SNT en 1973, SNCFT)(3) se sont opposés aux forces de police. Depuis lors, le régime, qui revendique la paix sociale, n'a pas connu de trêve sociale véritable. Les dernières luttes de mai, au-delà de leur caractère revendicatif et spontané, revêtent, dans le contexte actuel, une signification politique manifeste.

C'est au moment même où s'aiguisent les contradictions entre diverses fractions au sein du régime, que les travailleurs entrent résolument dans la lutte, faisant fi de la "défense des intérêts nationaux" que la classe exploiteuse voudrait leur faire respecter.

## Les luttes de mai

Depuis longtemps, les tenants de l' "unité nationale" n'ont cessé de tabler sur la paix sociale, garantie nécessaire pour assurer l'investissement des capitaux impérialistes dans le pays. La main-mise sur les organisations de masse (y compris la centrale ouvrière), la répression, le rôle que fait jouer le Parti à une bureaucratie syndicale servile ont permis au Néo-Destour de faire croire à l'unanimité autour de lui.

Ainsi, au mois de mars 1976, à la veille de l'anniversaire de la fête de l'indépendance, il saisit l'occasion du "putsch" avorté, téléguidé par le régime khadafiste, pour mener une campagne hystérique contre un "régime terroriste et sanguinaire", lancer appel sur appel pour resserrer les rangs autour du Combattant Suprême et du Parti dont il est le guide, agiter le spectre de la patrie en danger contre les menaces extérieures, mettre en garde le clan oppositionnel bourgeois de Mestiri, qui commence à s'agiter en revendiquant une nouvelle fois une démocratisation des institutions et la mise en veilleuse des méthodes répressives de naguère. Cette campagne devait culminer par la mise en scène savamment orchestrée du procès des trois principaux accusés lybiens devant la Cour de Sûreté de l'Etat.

Malgré l'image ternie de la petite-bourgeoisie nationaliste lybienne, qui a montré encore une fois sa vraie nature en expulsant des milliers de travailleurs tunisiens, le procès en ques-

tion est apparu aux yeux de larges couches de travailleurs et de la jeunesse comme une véritable mascarade, une manière de masquer les vrais problèmes. La médiation d'Ould-Daddah (président de la Mauritanie) est venue, à point nommé pour rappeler que les contradictions interbourgeoises arabes doivent être reléguées au second plan devant les menaces réelles qui pourraient surgir du mouvement de masse lui-même.

Les luttes de mai ont surgi dans ce contexte, marqué par la dégradation du niveau de vie des masses, par une montée vertigineuse des prix des denrées de première nécessité et, parallèlement, par la stagnation des salaires. Cette nouvelle effervescence des luttes revendicatives est venue comme un démenti cinglant aux prétentions du régime et de la bureaucratie syndicale à la stabilité sociale. La veille, celle-ci "fêtait" l'un des 1er Mai les plus calmes, "fruit" de la collaboration étroite entre les partenaires sociaux et de la conjugaison des efforts de l'UGTT et du Parti pour réaliser enfin une "unité nationale", facilitée par la compréhension et la responsabilité des travailleurs qui, dans et autour de leur organisation, œuvrent pour l'augmentation de la productivité, afin d'assurer définitivement le véritable décollage économique !

Partout, immédiatement après le week-end du 1er Mai, des milliers de travailleurs entraient en lutte, occupant leur lieu de travail. Parti de la Société Nationale de Transport (SNT - transports urbains), et paralysant pendant deux jours les principales activités de la capitale et sa banlieue, le mouvement fit tâche d'huile. Les cheminots prenaient le relais (à Tunis, Sfax, Sousse). Puis ce fut le tour des PTT, dont plusieurs centres en province ont observé un arrêt de travail de plus de 24 heures. Les 2.400 travailleurs de l'usine sidérurgique d'El Fouladh participèrent aussi aux mobilisations; ils représentent la principale concentration ouvrière de Tunisie et possèdent une réelle tradition de lutte. D'autres petites entreprises prirent la relève, qui pour des débrayages de quelques heures, qui pour reprendre une lutte stoppée à mi-chemin. Les revendications furent toujours les mêmes. Fait sans précédent depuis 1956, la Santé Publique fut touchée à son tour par le mouvement. Les travailleurs de quelques grands hôpitaux de la capitale observèrent un débrayage de quelques heures, obligeant le pouvoir à jeter du lest en accordant au personnel médical et para-médical une diminution d'une heure de travail par jour (7 heures au lieu de 8 heures). Cet acquis devait être grignoté quelques semaines plus tard par le maintien tel quel des horaires d'été. Pendant la grève des employés de boulangerie, qui paralysa les grands centres urbains, le pouvoir dut recourir à l'armée pour briser le mouvement, en assurant un minimum de ravitaillement.

La dernière semaine de mai devait être marquée par l'entrée en scène des jeunes magis-

trats qui, en violant la légalité bourgeoise de leur institution (interdiction faite au corps judiciaire "de toute action concertée de nature à arrêter ou entraver le fonctionnement des juridictions" - art. 18 du statut de la magistrature, promulgué le 14 juillet 1967), ont élargi les fissures au sein de l'appareil d'Etat lui-même. Et, si bon nombre des quatorze revendications étaient corporatistes (telle que celle revendiquant l'élévation des indemnités de 320 à 480 dinars), la réclamation de l'accès au droit syndical et la suppression de la possibilité de limogeage expriment, bien que de façon ambiguë et à leur manière, les aspirations de certaines franges de jeunes magistrats à réagir contre la sclérose et l'arbitraire du corps judiciaire.

## Entre l'enclume et le marteau

La réponse du pouvoir fut claire. Passé le moment de surprise, il retrouva très vite ses réflexes répressifs. Les "forces de l'ordre" (police et BOP - Brigades de l'Ordre Public) s'attaquèrent aux piquets de grève et arrêtaient les "meneurs". Mais, devant l'ampleur du mouvement, la répression aveugle n'était plus efficace. Ainsi, tout en employant une partie de son arsenal répressif afin de casser l'élan des travailleurs, il dut user de tactique, en se servant de la bureaucratie syndicale. La manœuvre fut claire : se servir de l'UGTT pour calmer l'effervescence et contrôler le mouvement. Une fois la situation maîtrisée, après les arrestations préventives sous prétexte de violation de l'ordre public, le pouvoir intenta de nouveaux procès contre des militants.

Dès le premier jour de la grève de la SNT, le mouvement s'annonça comme des plus durs. La direction syndicale devait prendre ses responsabilités. Elle était mise au pied du mur. Précédemment, certaines grèves "légales" étaient suscitées par l'UGTT contre les "petits patrons intransigeants"; ceci lui permettait de conserver, et parfois d'étendre, sa base ouvrière. L'UGTT pouvait ainsi apparaître comme l'organisme de défense des intérêts des travailleurs. Mais le mouvement échappait totalement à la règle du jeu. Ainsi, dès le 1er juin, sa position fut claire : condamnation du mouvement comme étant illégal, et lancement d'un ultimatum aux travailleurs pour qu'ils reprennent le travail.

Au lendemain de la grève de la SNCFT, le Bureau exécutif de l'UGTT (dont le ministre des Affaires Sociales est membre de droit, et le Secrétaire général membre du Parti) tint une réunion d'urgence pour "étudier les causes des grèves sauvages déclenchées dans certaines entreprises". La motion adoptée par le Bureau exécutif met l'accent sur les quatre points suivants :

- le respect de l'ordre et de la loi
- la condamnation des grèves sauvages et de toute action chaotique

- le déclenchement de la grève n'est pas permis sans l'accord préalable de la centrale syndicale
- la menace d'exclusion, et la coordination de l'action avec celle du Parti pour empêcher les éléments exclus de la Centrale de s'intégrer dans les structures du Parti.

Elle concluait ainsi : "promouvoir la production et mobiliser toutes les potentialités en vue d'atteindre le décollage économique intégral, et de réaliser une répartition plus juste du revenu national dans le cadre de l'unité nationale". Au début de chaque lutte, le Parti ne faisait que reprendre à son compte (à travers la presse écrite, la radio et la TV) les condamnations et les chantages de la bureaucratie syndicale à l'encontre des travailleurs.

Si les contradictions entre le Parti et le syndicat peuvent apparaître lors des luttes, cela ne peut venir que de la position qu'occupe ce dernier, entre un mouvement de masse de plus en plus menaçant (qu'il est tenu de dompter) et son inféodation totale au Parti. L'arrogance et l'insolence des travailleurs bat en brèche le rêve de ce dernier de mettre en pratique sa politique de "dialogue", de concertation entre "partenaires sociaux" dans le but de concrétiser sa fameuse théorie "d'unité nationale". Il n'y a pas longtemps, la direction syndicale, dans son organe hebdomadaire "Ech-chaâb" (Le Peuple), revendiquait plus de 400.000 adhérents. En 1960, elle en comptait 20.000. Cet afflux grandissant de travailleurs vers le syndicat ne prouve qu'une chose : leur prise de conscience clairement exprimée de la nécessité de s'organiser, en vue de défendre leurs intérêts immédiats face à la détérioration de leurs conditions matérielles, face au chômage et à la vie chère. Or, le seul cadre légal qui leur est offert (même étriqué, même falsifié), qu'ils peuvent utiliser tant bien que mal pour engager certaines luttes, est l'UGTT. Il revient aux travailleurs les plus avancés, ceux qui se dégagent aujourd'hui des luttes radicales, et aux révolutionnaires, de transformer l'UGTT, d'en faire un véritable syndicat de lutte de classe. Suite aux dernières luttes, une avant-garde ouvrière s'affirme consciente du rôle qu'elle doit jouer dans les luttes futures. Les travailleurs qui ont conspué et défié la bureaucratie syndicale devant des milliers de leurs camarades, qui, par leur imagination créative essayèrent empiriquement de renouer avec les plus belles traditions du mouvement ouvrier international, aussi bien au niveau des formes de lutte que d'auto-défense, qui spontanément et avec courage disputèrent la rue aux forces de l'ordre bourgeois, se posent aujourd'hui une question : comment, dans et hors du syndicat, mettre en place les instruments permettant aux travailleurs les plus combattifs d'engager des luttes, de faire aboutir leurs revendications, en brisant le carcan bureaucratique ? Car, à travers ces mobilisations qui s'exacerbent de plus en plus, les tra-

vailleurs les plus avancés ont montré des capacités énormes à mener, avec d'autres couches de salariés, leur propre lutte, et des potentialités réelles d'auto-organisation.

C'est à partir de ces expériences que les révolutionnaires doivent envisager concrètement leurs interventions. En s'adressant et en s'appuyant sur les secteurs les plus radicalisés des masses laborieuses, ils partiront de leurs préoccupations les plus proches, mettant l'accent sur la défense de leurs intérêts immédiats et sur la lutte pour les droits démocratiques, tels que le droit de grève, la liberté d'organisation et de publication, etc. Sur cette base, ils formuleront des objectifs politiques globaux, qui remettront directement en question le pouvoir bourgeois et l'ordre impérialiste. Pour l'heure, il s'agit de faire face à la répression qui s'abat sur les travailleurs en lutte, d'exiger leur libération immédiate et sans condition ! Mais se limiter à la seule exigence des droits démocratiques ne ferait que renforcer dans les masses les illusions sur la capacité d'un tel régime néo-colonial à pouvoir répondre à leurs exigences, sans être remis directement en cause.

Il est donc nécessaire de lier dès à présent, les luttes pour la défense des droits démocratiques les plus élémentaires, aux objectifs socialistes, afin d'élever le niveau de conscience des masses. Il faut engager, dès maintenant, avec les forces révolutionnaires existantes, le débat sur le cadre stratégique de la nation arabe, pour se doter de l'instrument politique et organisationnel nécessaire, afin d'affronter avec le maximum de chances de succès la sainte alliance réactionnaire des bourgeoisies arabes : la construction du parti révolutionnaire arabe !

Le pacte de défense mutuelle que vient de sceller le régime bourgeois de Sadate avec la junte sanguinaire de Jaafar El-Nemeiry n'est autre qu'une déclaration de guerre au mouvement de masse arabe renaissant dans la région. A l'instar des ouvriers d'Hérouville, de Mehalla El Koubha, de ceux de la Bouliène du Caire et d'Alexandrie, les ouvriers de la SNT, de la SNCFT, des PTT, d'El Fouladh, viennent d'indiquer le chemin à suivre et la forme de solidarité de classe qui peut les unir dans le combat quotidien qu'ils mènent contre les régimes bourgeois qui les exploitent.

#### NOTES :

- (1) UGTT - Centrale syndicale unique. Créée dans la clandestinité sous le colonialisme français; Depuis l'indépendance, totalement inféodée au régime.
- (2) Mestiri : un des dirigeants du PSD, animateur du courant "libéral", partisan de l'instauration d'une véritable démocratie bourgeoise.
- (3) SNCFT : chemins de fer tunisiens.

SNT : Société Nationale des Transports.

# LA CRISE DU REGIME

SRI LANKA

BALA TAMPOE

Il y a beaucoup de spéculations, au Sri Lanka, sur la question de savoir si les élections législatives, prévues d'après la Constitution pour le milieu de l'année 1977, auront effectivement lieu, ou si le gouvernement les retardera, comme l'a fait le régime de Mme. Gandhi en Inde. La possibilité d'élections anticipées ne peut pas non plus être exclue, le gouvernement cherchant à monnayer le prestige momentanément accru que lui a procuré la tenue, à Colombo, de la Conférence des pays dits non-alignés.

L'influence politique des partis de la coalition gouvernementale a sérieusement baissé au sein des masses populaires, mais ce, principalement au profit de l'opposition de droite de l'UNP (United National Party). L'exclusion du parti réformiste LSSP (Lanka Sama Samaja Party) de la coalition gouvernementale a fait perdre à celle-ci sa principale couverture "de gauche". Mais les circonstances dans lesquelles s'est produite cette exclusion n'ont point contribué à réanimer des illusions quant au caractère "de gauche" du LSSP, ni donné une quelconque crédibilité à l'appel en faveur d'un "Front Unique Socialiste" lancé par ce parti. Au contraire, les phénomènes de décomposition du LSSP se sont approfondis, depuis qu'il a été expulsé du gouvernement.

Ainsi, au début d'août, le rédacteur-en-chef de l'hebdomadaire "The Nation", Dasili Amerasinghe, membre du Comité Central du LSSP, a quitté le LSSP pour adhérer au parti de Mme. Bandaranaike, lui livrant ainsi ce journal. Le LSSP fut obligé de publier un nouvel organe, appelé "Socialist Nation".

Sur le plan politique, la décomposition de l'ancienne direction du LSSP se poursuit non moins nettement, malgré son passage à l'opposition. Plusieurs dirigeants du Parti Fédéral (nationaliste tamile), y compris des membres du Parlement, sont actuellement poursuivis devant les tribunaux, sur la base de la législation répressive de l'état d'urgence. Leur "crime", c'est d'avoir publié un tract "subversif" par rapport à la Constitution. Leurs avocats ont mis en question la validité de la législation sur l'état d'urgence, ainsi que celle de la Constitution. Immédiatement, le porte-parole de l'opposition "respectueuse", Colvin R. De Silva, s'est lancé, au Parlement, dans la défense de la Constitution bourgeoise et de la législation répressi-

ve, et a présenté les discours des avocats et les députés représentant une minorité nationale opprimée (fussent-ils bourgeois) comme des ... menaces pour le peuple !

La montée de la combativité ouvrière s'est exprimée dans de nombreuses grèves et manifestations, quelques-unes des plus importantes concernant la CMU (Ceylon Mercantile Union). Ainsi, la CMU a engagé une lutte importante pour empêcher que ses membres employés dans les firmes administrant les plantations, ne puissent être licenciés, après la nationalisation de ces firmes, décidée en mars de cette année. Un meeting de masse le 27 mai, accompagné d'une grève de tous les membres de la CMU du centre de Colombo, fut attaqué par les forces de police. Mais ces attaques ne purent empêcher le rassemblement de milliers de travailleurs. Le 21 juillet, il y eût une grève générale de 24 heures des employés du Ceylon Estates Staffs Union, avec laquelle la CMU entretient des liens amicaux. L'influence de la CMU parmi les ouvriers et les employés des plantations a pu s'accroître, suite à ces activités.

L'activité militante croissante de certains secteurs de la classe ouvrière crée des problèmes, non seulement pour le LSSP, mais aussi pour le parti gouvernemental SLFP (Sri Lanka Freedom Party). A la veille de la Conférence des pays non-alignés à Colombo, il y eût une grève des travailleurs des postes et télécommunications. Elle fut "suspendue", sur la base de la législation sur l'état d'urgence, et sous la menace d'une arrestation des dirigeants de la grève. Un des deux syndicats qui organisa la grève est affilié à la fédération syndicale contrôlée par le SLFP. Il fut exclu de cette fédération pour avoir appelé à la grève.

Les marxistes-révolutionnaires du Sri Lanka envisagent une participation autonome à la campagne électorale, à travers la présentation de quelques candidats de la section ceylanaise de la IVème Internationale, de quelques candidats de la CMU et de quelques candidats ouvriers indépendants, défendant une plate-forme commune de rétablissement des libertés démocratiques et de lutte pour des revendications transitoires.

10 août 1976

# LES MINEURS BOLIVIENS ONT PERDU UNE BATAILLE

BOLIVIE

S. FERNANDEZ

Vers la fin de l'année 1975, il devint évident que les masses boliviennes avaient surmonté les effets des coups qui leur avaient été infligés, avec les mesures de novembre 1974 et les affrontements du début de 1975. L'année 1976 débuta sous le signe d'une remontée révolutionnaire. Ce nouvel essor du mouvement ouvrier et populaire s'exprima dans le conflit autour de l'usine de Manaco de Cochabamba et des Universités, conflit qui mobilisa près de 70.000 personnes au cours des mois de février et mars 1976. La dictature dut céder devant cette poussée des masses. Cette première épreuve de force se conclut par un succès politique pour les travailleurs.

Ce nouvel essor atteint son point culminant avec le Congrès des Mineurs, tenu à Corocoro (1), c'est-à-dire par le fait même de sa tenue, que le gouvernement ne put empêcher, et par ses conclusions politiques et sociales.

Mais le Congrès de Corocoro refléta également les limites et les insuffisances de la nouvelle montée. Comme nous l'avions expliqué dans les discussions préparatoires au Congrès, il ne s'est pas produit un développement uniforme de la combativité des masses boliviennes. Il y eût plutôt un développement inégal de la résistance et de la lutte contre les mesures de la dictature. La nouvelle montée fut limitée aux mineurs et aux universitaires. Les autres secteurs restèrent en retard, sans pouvoir éliminer ou déborder le contrôle gouvernemental, avec quelques exceptions, comme celle de l'usine Manaco.

La dictature, quant à elle, saisit avec objectivité, à la fois les risques de la nouvelle montée et ses limites, et se prépara à l'isoler et à la décapiter. Elle ne put se permettre le luxe de tolérer un développement du mouvement ouvrier qui récupéra chaque jour davantage ses organisations syndicales et s'avança de manière de plus en plus audacieuse vers la réaffirmation de ses revendications et de ses conquêtes. Avant tout, le gouvernement fut obligé d'empêcher, par tous les moyens, l'unification des masses à l'échelle nationale, et les progrès des secteurs retardataires, au fur et à mesure que les mobilisations s'étendaient de secteur en secteur.

Après le Congrès de Corocoro, où ses agents ne purent rien obtenir, le gouvernement déclen-

cha la contre-offensive. Pour affronter les mineurs, la dictature commença par réajuster ses postes de commandement. Il modifia notamment la direction de la Comibol (la compagnie nationalisée des mines boliviennes). Il lui fallut ensuite assurer le financement de l'affrontement, qui, de l'avis du gouvernement, serait de longue durée. A la demande du gouvernement militaire, Kissinger accepta de financer la contre-offensive contre les mineurs. Le plan d'attaque fut approuvé et mis au point à Santa Cruz, en présence de Kissinger. Celui-ci quitta la Bolivie dans la nuit du 7 juin 1976. La nuit suivante, le cabinet de Banzer proclama l'état de siège et l'invasion militaire des districts miniers, et ordonna l'arrestation des dirigeants des mineurs, ainsi que la destruction de la Fédération Syndicale des Travailleurs des Mines de Bolivie (FSTMB).

## La grève des mineurs

L'offensive de la dictature surprit la direction syndicale et les partis de la gauche. La FSTMB était en train de se réunir pour répondre à l'appel de la Comibol de discuter le 10 juin du problème des salaires. Le rapatriement des restes de l'ex-président Torrès, assassiné en Argentine, occupa l'attention du public, quand la dictature lança son attaque contre les mineurs.

Au moment même où l'armée pénétra dans les mines, les dirigeants mineurs de la Fédération, dans leur grande majorité, furent arrêtés à La Paz, ce qui décapita momentanément le mouvement des mineurs. De ce fait, la première riposte à l'attaque militaire vint des syndicats propres à chaque mine. Ceux de Catavi, Siglo XX, comme toujours, prirent l'initiative et déclenchèrent la grève. Ensuite, la grève générale des mineurs fut proclamée, dès que la direction de la FSTMB put être reconstituée, avec tous les dirigeants qui avaient échappé à l'arrestation. Puis, il y eut de nouvelles arrestations. Il fallut reconstituer une nouvelle fois la direction de la FSTMB, et ainsi de suite. En pratique, la FSTMB fut éliminée comme direction centralisatrice, mais la grève se poursuivit, à l'initiative de la base.

L'état de siège, l'instauration des zones militaires, isolent les mines. Le silence et le boycott des informations les entourent. Les communications deviennent de plus en plus diffi-

les, même entre les districts miniers, et plus encore entre les mineurs et le reste du mouvement ouvrier et universitaire. Afin d'étouffer la grève dans chaque mine, sous la pression militaire exercée contre toute la population, la police secrète DOP se lance avec violence sur les maisons de mineurs, arrête ceux-ci avec leurs familles, les déporte. Appuyant ces mesures de terreur, la Comibol coupe l'approvisionnement normal en vivres, ferme les magasins et réduit les rations à des minima ridicules. Elle suspend les fournitures d'eau potable. Elle coupe l'électricité. Les campements miniers se transforment en une immense prison, en véritables camps de la faim, sous le règne de l'insécurité et de la violence des sbires fascistes. Malgré cela, la grève se prolonge pendant trente jours. Des comités de grève et des comités de base font leur apparition, en l'absence des directions syndicales qui ont été arrêtées ou qui se cachent.

La solidarité avec les mineurs qui se déclenche dans les villes est également réprimée avec violence. Des centaines d'universitaires sont arrêtés. En fin de compte, sept universités sont fermées. Là aussi, la direction du mouvement est décapitée. L'appui réel, sous forme de mobilisations et arrêts de travail, n'avance guère dans les autres secteurs ouvriers urbains, vu la répression massive et violente.

## Ampleur et limites de la défaite

Ainsi, la montée du mouvement de masse depuis 1975 fut bloquée. Les directions de la FSTMB et des syndicats furent partiellement détruites. 845 travailleurs des mines furent licenciés en tant qu'agitateurs et militants de gauche. Environ 400 mineurs furent arrêtés ou exilés. Les postes émetteurs des mines sont dans les mains de l'armée. Les districts restent occupés par les forces militaires.

Mais, malgré la gravité du coup reçu par les mineurs et les universitaires, on ne peut pas parler d'une défaite totale. Dans les secteurs frappés eux-mêmes, les couches démoralisées sont réduites, l'esprit combatif se maintient dans la grande masse. Les méthodes utilisées contre les mineurs l'a bouleversée. Dans les régions limitrophes aux districts miniers, les paysans et la population urbaine qui ne travaille pas dans les mines accentuent leur opposition au régime militaire. La présence des militaires dans les districts miniers y alimente le mécontentement.

D'un point de vue économique et social, le gouvernement s'est montré incapable de satisfaire les aspirations et les revendications des mineurs. L'augmentation des salaires décrétée en pleine grève et le soi-disant Plan Social ne correspondent absolument pas aux besoins des travailleurs. La présence de l'armée dans les districts miniers créera des difficultés à la dicta-

ture, car les masses qui y souffrent et combattent exerceront une influence politique sur la troupe. La tactique de s'approcher d'elle et de fraterniser avec les soldats est correcte et portera bientôt des fruits.

Affichant un faux paternalisme et centrant ses attaques contre "l'extrême-gauche", le gouvernement s'efforce d'acquérir une base parmi les mineurs. Mais à cette fin, il devra leur faire des concessions réelles, ce dont il est actuellement incapable.

Les partis de gauche ont subi des coups durs, de même que les mineurs et les universitaires. Ils ont perdu leurs appareils, leurs moyens de travail, beaucoup de cadres de direction. Ils doivent réfléchir sur les causes de la défaite et reprendre leurs activités.

## Les comités de base

Après avoir persécuté et arrêté les directions syndicales élues dans des congrès et des assemblées, et afin de gagner du temps, le gouvernement a suscité démagogiquement la constitution de comités de base, avec lesquels il s'est déclaré prêt à entamer le dialogue. Dans un discours prononcé à Huanuni, le général Banzer a demandé aux mineurs qu'ils se prononcent contre la direction syndicale, en faveur des comités de base.

Que sont ces comités de base, avec lesquels s'est tenue la conférence de La Paz qui a mis fin à la grève ? S'agit-il d'organismes gouvernementaux, comme c'est le cas des dites "coordinatrices" ? En aucune manière !

Les comités de base sont inscrits dans l'arsenal de lutte du prolétariat minier. Les masses ont recours à eux lorsque la répression s'abat sur les syndicats. Ils ont une origine démocratique. Ils se fondent sur la volonté des travailleurs.

Dans un premier temps, quelques éléments "jaunes", sur lesquels le gouvernement tenta de s'appuyer, se sont sans doute introduits dans ces comités, sous la pression de l'armée et dans un climat de répression. Mais il s'agit d'un phénomène provisoire. A San José, l'assemblée a déjà proclamé son rejet des "coordinatrices" officielles, et son appui au comité de base, élu démocratiquement. Il faut se battre pour réaffirmer ce critère traditionnel des mineurs. Les comités de base doivent être transformés en tranchées de première ligne pour la défense des intérêts des travailleurs.

D'ailleurs, la conférence des comités de base, et leur acceptation même, reflète les limites de la victoire du gouvernement. La dictature a été obligée de conclure un compromis avec les comités de base, étant incapable d'écraser les mineurs, malgré la défaite de la grève. La conférence a démontré que le gouvernement n'avait

pas pu consolider sa victoire militaire sur le terrain politique et social. Ses manœuvres paternalistes, qui se déroulent au moment où il continue de pointer ses fusils dans le dos des mineurs, échoueront bientôt.

### Les causes de la défaite

Une des causes de la défaite réside incontestablement dans une vision inexacte de la réalité : le fait de confondre la montée d'un secteur avec la montée de toute la classe. Voilà pourquoi la grève générale de durée illimitée fut proclamée dans les mines, pour répondre à l'attaque du gouvernement, alors que le retard de secteurs importants du mouvement ouvrier rendit impossible l'extension et la généralisation du mouvement. La grève se limita aux mineurs et aux universitaires. Il y eut donc manque de souplesse de la part de la direction syndicale. Ce n'était pas approprié de lutter dans ces conditions pour le "tout ou rien". Il aurait été préférable d'introduire une escalade progressive dans les mesures de riposte, déclenchant un processus d'agitation cherchant à faire mûrir et avancer les secteurs arriérés, et centralisant petit à petit des couches de plus en plus amples des masses, grâce à des revendications communes et sous une seule direction.

De même qu'antérieurement, les mineurs et les universitaires manquent encore de compréhension sur le problème de l'armement et des comités d'auto-défense au niveau syndical. Devant l'occupation militaire et la violence déclenchée par la DOP, ces organes de défense firent cruellement défaut. Des commandos organisés et entraînés militairement auraient pu neutraliser la fermeture des magasins et les coupures d'eau courante et d'électricité. Dans les mines du Sud, à Siete Suyos, à défaut de tels organes d'auto-défense, la masse a eu spontanément recours à la dynamite, comme jadis; deux travailleurs ont été tués à cette occasion.

Les mini-partis de la gauche sont généralement intervenus de manière fort pauvre, soit par débilite, soit par sectarisme incurable. Ils n'ont pas osé faire un Front Unique et élaborer une tactique et une stratégie communes face à la guerre que leur déclarait Banzer. La crise de direction de la révolution bolivienne n'en est que d'autant plus tragique. Il est urgent de la résoudre, c'est-à-dire de construire un parti marxiste-révolutionnaire capable, puissant, bien enraciné, ayant une réelle autorité dans les masses, afin de pouvoir diriger, planifier et organiser la lutte et surmonter l'atomisation et la fragmentation actuelles.

### Perspectives et tâches

Le gouvernement a surtout cherché à gagner du temps. En arrêtant la montée de la lutte des mineurs et des universitaires, il a accru mo-

mentanément sa stabilité. S'il est inévitable qu'il déclenche, à l'avenir, des conflits avec d'autres secteurs, ceux-ci se situeront à un niveau plus bas.

Le plus important, pour Banzer, concerne ses relations internationales. Avec la défaite des mineurs, son crédit devant ses patrons impérialistes, devant la Banque et la Finance capitaliste internationale, est en hausse. Il apparaît comme un régime digne de confiance, un des plus stables d'Amérique latine.

Moins de trente jours après la défaite de la grève des mineurs, Banzer reçut des prêts divers s'élevant à des millions de dollars. En tenant la promesse faite par Kissinger, l'impérialisme yankee absorbe les 24 millions de dollars que coûtèrent la grève et les mesures répressives.

Quant aux masses, il s'agit avant tout d'appuyer les mineurs pour qu'ils maintiennent au moins leurs positions actuelles, depuis la défaite, et évitent de nouveaux reculs. Cela signifie, entre autres, transformer les comités de base en véritables organismes de la volonté des travailleurs, et les épurer des éléments "jaunes" infiltrés. Ce qui reste de la direction de la FST-MB doit s'unir à ces comités et incorporer les meilleurs éléments en une direction d'urgence. Il faut attacher beaucoup d'attention aux secteurs ouvriers non touchés par la répression, pour qu'ils avancent, pour élever leur conscience politique, leur compréhension, et le développement des tendances à la récupération de leurs syndicats, par l'élimination des "coordinatrices".

La lutte pour les libertés et garanties démocratiques pour les masses, la dénonciation des atrocités commises, la divulgation de la liste des prisonniers, des torturés, des exilés, des persécutés, etc. doit occuper une place importante dans les préoccupations des révolutionnaires.

Centraliser les masses et unifier les tendances politiques du mouvement ouvrier continuent à être les tâches prioritaires. Il faut partir du problème des salaires pour s'élever ensuite vers le Programme de Transition.

En ce qui concerne notre parti, l'avenir de la révolution dépend de son renforcement. Nous devons chaque jour garder à l'esprit cette vérité historique. Il faut construire le parti marxiste-révolutionnaire qui fait encore défaut. A cette fin, il faut s'implanter de plus en plus dans les masses.

6 août 1976

#### NOTES :

(1) Voir Inprecor No. 56 du 22 juillet 1976 : "Bilan du Congrès des Mineurs Boliviens".

# LIBEREZ PAEZ !

## libérez tous les prisonniers politiques argentins !

La vie de José Francisco Paez, dirigeant syndicaliste argentin, est en grave danger. Paez, de même que sa femme, furent arrêtés en janvier dernier. Il fut accusé "d'associations illégales et de détention de matériel subversif". Par la suite, il fut jugé. Maintenant, il est mis au secret dans le pénitencier de Cordoba.

D'après les témoignages, de nombreux prisonniers sont "extraits" du pénitencier de Cordoba chaque soir. Le matin, on trouve leurs cadavres. Les prisonniers ont soi-disant été tués lors d'une confrontation entre l'armée et les guérilléros. On sait déjà que les fonctionnaires du pénitencier de Cordoba construisent un tunnel près de la prison. On peut craindre que d'autres prisonniers politiques ne soient assassinés, sous le couvert de "tentatives d'évasion" préparées à l'avance. Tout ceci indique que la vie de José Paez est en danger.

L'arrestation et l'emprisonnement de Paez ont déjà suscité des protestations de la part de personnalités et d'organisations dans le monde entier. On trouve, entre autres, 30 membres du Parlement colombien, y compris Vilar Borda, chef du parti libéral et proche collaborateur du président Lopez Michelsen, la Fédération Colombienne des Educateurs, qui incite les autres syndicats colombiens à émettre des protestations.

En 1939, alors âgé de 20 ans, Paez commença à travailler à l'usine automobile Fiat Concord de Cordoba. Son rôle de dirigeant des grandes grèves des travailleurs de la Fiat ces dernières années lui valut, à l'échelle nationale, la renommée d'être l'un des dirigeants syndicaux les plus capables et les plus respectés de Cordoba. En 1969, il fut à la tête d'un mouvement de grève de grande ampleur, dans lequel les travailleurs de la Fiat étaient au premier plan. En 1971, une immense mobilisation des travailleurs de Cordoba - connue sous le nom de Cordobazo - secoua le pays. Le syndicat des travailleurs de la Fiat, SITRAC-SITRAM, mena à nouveau la lutte. Les locaux syndicaux furent ensuite occupés par l'armée. Paez fut arrêté, ainsi que quelques autres dirigeants de la grève. Après sa libération, Paez fut toujours persécuté par la dictature militaire; il fut obligé de passer 9 mois dans la clandestinité. En septembre 1973, Paez fut le candidat du PST (Partido Socialista de los Trabajadores) à la vice-présidence.

En janvier dernier, le gouverneur de la province de Cordoba appela à un meeting de tous les partis politiques pour discuter de la vague de terrorisme d'extrême-droite qui s'empara de la province. Paez assista à ce meeting en tant que représentant du PST. Il accusa le gouvernement péroniste de protéger les gangs d'extrême-droite. Ces gangs assassinent des militants syndicaux, les avocats qui défendent les prisonniers politiques et même des parents de personnalités politiques. Plus tard, un groupe d'hommes armés, en civil, tenta de le kidnapper en plein jour, alors qu'il sortait d'une banque du centre de la ville, accompagné de sa femme. Cela échoua, car Paez se mit à hurler et attira l'attention de la foule. Peu après, Paez et sa femme furent arrêtés.

Malgré ses déclarations trompeuses sur le "respect des droits humanitaires", la junte militaire qui dirige l'Argentine est l'une des plus impitoyables d'Amérique latine. Paez est l'un des prisonniers politiques parmi plus de dix-mille. Il est emprisonné pour le seul crime d'avoir défendu les droits démocratiques et humains du peuple argentin. Il est devenu un des symboles de la persécution politique endurée par le mouvement ouvrier argentin. Défendons-le ! Seule une protestation internationale massive peut sauver la vie de ce dirigeant syndical reconnu, et assurer sa libération !

ENVOYEZ UN TELEGRAMME OU UNE LETTRE AUJOURD'HUI ENCORE, POUR LA LIBERATION IMMEDIATE DE JOSE FRANCISCO PAEZ, A :

Général Jorge Videla  
Casa Rosada  
Buenos-Aires

# INPRECOR

## CAMPAGNE DE SOUSCRIPTION

Chers lecteurs,

Pour la fin du mois de septembre, INPRECOR a besoin de 5.000 \$ (25.000 FF, 12.500 FS) pour assurer sa publication régulière.

Le premier numéro d'INPRECOR parut en mai 1974, en trois langues, anglais, français, espagnol. Rapidement, une édition allemande s'y ajouta.

INPRECOR fut lancé afin d'offrir une information précise et une analyse marxiste-révolutionnaire - celle de la Quatrième Internationale - du mouvement ouvrier et des événements politiques mondiaux. Son succès fut réel. Plus de 10.000 lecteurs des cinq continents utilisent aujourd'hui cet instrument d'information et de formation politique.

Au moment où le développement de la lutte de classe à l'échelle mondiale acquiert de nouvelles dimensions, INPRECOR doit pouvoir se développer à un niveau supérieur. Or, actuellement, INPRECOR doit faire face à une crise de liquidités, exacerbée aussi bien par une soudaine et très forte augmentation des tarifs postaux que par les effets de la période estivale sur ses ventes, ses abonnements, etc. Il n'est pas exagéré d'affirmer que cette crise financière peut mettre en danger la publication régulière d'INPRECOR, d'autant plus que nous devons publier sous peu un numéro de 64 pages, consacré à la situation économique internationale.

Chers lecteurs, vous pouvez nous aider à faire face à ces difficultés momentanées. Nous devons réunir 5.000 dollars avant la fin de ce mois. Nous sommes certains que les lecteurs d'INPRECOR nous permettront d'atteindre cet objectif !

Envoyez votre aide, avec la mention "Souscription INPRECOR" à :

Gisela Scholtz, Société Générale de Banque, Agence Dailly 1030 Bruxelles, compte courant No. 210-0320173-28

Pour la France, libellez les chèques au nom de Pascal Henri, "Rouge", 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

# 5.000 \$